

# la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste

## SOMMAIRE :

**LE CARNET DU SAUVAGE** : Une voix d'ancien. — Nocivité, stérilité de la majorité (P. MONATTE).

**PARMI NOS LETTRES** : Sur la catastrophe de Roche-la-Molière. — Maîtres absolus.

**ENTRE NOUS** : Appel aux abonnés de soutien. — Lettre de province.

### Quelques Aperçus de la Lutte de Classe dans l'Océan Indien

Par J. PERA

### LETTRE DE GRÈCE

#### La Grève des Ouvriers des Tabacs

par Atkinéos

Une page de Sorel

### La base économique du parlementarisme

**BENAISSANCE DU SYNDICALISME** : Le 6<sup>e</sup> Congrès des Métaux parisiens. — Pas difficile, Bour-sicot ! Du « Comité pour le salut des Syndicats » à une Centrale Syndicale Américaine.

#### LA C. G. T. TUNISIENNE EST EN DEUIL

par J. P. Finidori

**A TRAVERS LES LIVRES** : La Maternité Consciente, de Manuel Devaldès. — Le Duel des sexes, par Jean Pain (Marthe BIGOT). — Mikail, par Panait Istrati. — Le Voyage de Moscou, par Georges Duhamel (B. GIAUFFRET). — Les assurances sociales, de Roger Picard (M. CHAMBELLAND). — Revue Internationale des Institutions Economiques et Sociales par A. Richard.

**NOTES ECONOMIQUES** : Expropriation. — Les yeux plus grands que ventre : Nobile et Volpi (R. LOUZON).

**FAITS ET DOCUMENTS** : Les faits de la quinzaine. — Le manifeste Cook-Maxton. — Souvenirs d'enquête dans le Donetz. — La stabilisation et la classe ouvrière.

# la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste  
(Paraissant le 1<sup>er</sup> et le 15)

Rédaction et Administr. 96, Quai Jemmapes PARIS-X<sup>e</sup>

Téléphone : Combat 08-02

Pour ceux qui veulent comprendre et apprendre, la Révolution Prolétarienne publie sur les grands problèmes du mouvement international, sur les batailles ouvrières, sur les questions d'organisation, sur les campagnes de revendication :

## ÉTUDES, ENQUÊTES MONOGRAPHIES, DOCUMENTS,

Elle publie toute une série de rubriques régulières permettant de suivre le mouvement des idées et l'évolution des faits économiques :

Le Carnet du Sauvage  
(P. Monatte)

Les Notes Economiques  
(R. Louzon)

La Renaissance du Syndicalisme  
(Par les militants de la Ligue Syndicaliste)

Parmi nos Lettres  
(De tout et de tous)

A travers les Livres  
(A. Rosmer, B. Glaufrret,  
A. Richard, etc.).

Lettres de l'Internationale  
(De Russie, d'Angleterre, des Etats-Unis, d'Allemagne,  
etc., etc.)

Faits et Documents

### COLLABORATEURS

G. AIRELLE, E. ALLOT, J. AUFRÈRE, J. BALDACCI,  
E. BERTHE, Marthe BIGOT, M. CHAMBELLAND, J. CÉVENOL,  
F. CHARBIT, J. et J. CORNEC, V. DELAGARDE, MAX EMILE,  
FINIDORI, H. FULCONIS, A. GARNERY, B. GLAUFRRET,  
MAX EASTMAN, JEAN GLAIVE, V. GODONNÈCHE, R. HAGNAUER,  
G. LACOSTE, F. LORIOT, R. LOUZON, A. MAHOY, L. MARZET,  
J. MESNIL, P. MONATTE, G. NICOLAS, J. PÉRA, R. W. POSTGATE,  
A. RICHARD, A. ROSMER, R. ROUVIANE, C. TALÈS,  
A. THÉVENON, G. THOMAS, A. VILLEVAL, etc., etc..

### CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois..... 16 fr. Un an..... 30 fr.

EXTERIEUR

Six mois..... 22 fr. Un an..... 40 fr.

Adresser toute la correspondance relative à la Rédaction à : L. MARZET.

La correspondance relative à l'Administration aux camarades BUSSEUIL ou BARAT.

(Utiliser pour les envois de fonds notre Compte de Chèques Postaux : Révolution Prolétarienne 734-99.

Permanence pour la Rédaction et l'Administration :  
Tous les jours, sauf le dimanche, de 5 à 7 heures.

# La Ligue Syndicaliste

## SON ROLE

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C. G. T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C. G. T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

## SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C. G. T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la Ligue Syndicaliste, à son secrétaire : Maurice CHAMBELLAND, 96, quai Jemmapes, Paris-X<sup>e</sup>.

## Conservez la collection de la "Révolution Prolétarienne"

Elle constitue une mine de renseignements indispensables à toute militant révolutionnaire.

Elle a sa place dans toute bibliothèque de Syndicat ou de Cercle d'études.

Il reste un certain nombre de collections des années 1925, 1926, 1927.

Les numéros d'une année : 30 francs.

Reliés « Selflior » : 38 fr. 50 (franco 40 fr. 50).



## Reliez vous-mêmes "La Révolution Prolétarienne" "LE SELFLIOR"

Système perfectionné de reliure automatique est établi pour relier en un volume la collection d'une année, même en cours

Prix : 8 fr. 50 d'abonnement.

Franco ..... 10 fr. 50  
Etranger ..... 13 fr. 50

Vous qui collectionnez la « R. P. »,  
utilisez cette reliure solide, propre et bon marché.

# LE CARNET DU SAUVAGE

## UNE VOIX D'ANCIEN

Ce n'est pas une petite besogne d'enterrer le syndicalisme révolutionnaire! Dès qu'on croit s'en être débarrassé, soit qu'on ait apprivoisé quelques-uns de ses partisans, soit qu'on ait cassé les pattes aux autres, voilà qu'il en surgit de nouveaux, tout à fait inattendus.

Hier, c'était Lorient avec ses articles sur la leçon qu'il convient de tirer de l'expérience de sept ou huit années du parti communiste et de l'Internationale communiste. L'homme qui a incarné en France le parti communiste à sa meilleure époque est sorti d'un long silence pour dire et montrer que le prolétariat ne devait et ne pouvait s'en remettre à un parti pour assurer sa libération véritable. Maintenant que ces articles ont été réunis en une forte brochure, il faut les mettre entre les mains des camarades qui ont vécu la même expérience sans parvenir à en tirer une leçon claire. Des dizaines de milliers, peut-être des centaines de milliers ont traversé le parti; parmi ceux qui étaient accourus dès le premier moment, qui n'avaient pas attendu dix ans pour découvrir la Révolution russe, forcément les meilleurs, les plus clairvoyants et les plus ardents, combien en reste-t-il au parti? Il n'en reste plus guère, plus du tout. Ils en sont sortis déçus, dégoûtés; ils sont restés dans leur coin. N'en sortiront-ils jamais? Beaucoup se réveilleront, quand ils auront réussi à tirer la leçon de l'expérience que notre génération vient de faire, l'expérience de la conception russe du rôle du parti.

Hier, Lorient; aujourd'hui, Buissonnière. S'il est une corporation qu'on s'est attaché à imprégner de l'esprit de parti, c'est bien celle des cheminots. S'il est une organisation d'où l'on ait cherché à arracher l'esprit syndicaliste, c'est bien la Fédération unitaire des cheminots. Ses dirigeants croyaient en avoir fini; les militants du réseau Etat semblaient apprivoisés; les camarades comme Berlot semblaient isolés. Voilà pourtant que brusquement une voix inattendue s'est fait entendre à leur congrès.

Qu'a dit Buissonnière, un délégué d'Orléans? Suivant sa nouvelle méthode de comptes rendus, l'Humanité s'est gardée de le redire. Au lieu de donner d'abord cette intervention, en la résumant honnêtement, quitte à la réfuter ensuite tant qu'il lui plairait, elle n'a servi qu'une longue réfutation. Il ne faut pas laisser empoisonner l'esprit du lecteur de l'Humanité! Mais par cette réfutation même, on apprend que Buissonnière a exposé la thèse du syndicalisme se suffisant à lui-même, réclamé la neutralité des syndicats, protesté contre le concubinage du parti et des syndicats, opposé révolutionnaires syndicaux à révolutionnaires politiques.

Ce n'est déjà pas mal; mais si le Buissonnière qui est intervenu le 5 juillet au congrès des cheminots est l'ancien Buissonnière, des cheminots de Sotteville, le militant de la période de 1910, il est probable qu'il a dû dire d'autres choses, les bien dire et les appuyer

de raisons solides. On comprend qu'une réfutation ait été jugée indispensable, l'impression produite sur le congrès ayant sans doute été profonde.

Une voix d'ancien! Un ancien qui remontre le nez! Les anciens finiront bien par le remontrer. Ils ne peuvent garder éternellement le silence. A travers le pays, ils sont quelques milliers, dépositaires de l'expérience du mouvement syndical français, qui restent bouche close et les mains croisées sur leur précieux dépôt. Quand ceux-là se décideront à intervenir dans leurs organisations, il y aura vite quelque chose de changé. Ils ont fait crédit à la jeune génération; ils ne demandaient qu'à s'effacer devant elle et à lui laisser le gouvernail. Mais quand la machine déraile, il n'est que temps que des mains expertes la ressaisissent. Et si un Buissonnière s'est décidé à parler, je suis tranquille, il a dû y être poussé par les camarades autour de lui, poussé, peut-être forcé. Ce n'est pas une voix d'hier qui s'est fait entendre, c'est une voix d'aujourd'hui, traduisant une pensée qui remonte dans notre mouvement.

Je n'exagère pas quand je dis que les anciens militants sont au nombre de plusieurs milliers. Sans compter ceux d'avant-guerre — tous ne sont pas morts — rien qu'en prenant ceux qui ont travaillé après-guerre au redressement du mouvement syndical, on peut tabler au moins sur 6 à 7.000 bons militants passés, si l'on peut dire, dans la réserve.

Au début de 1922, quand nous avons remis la Vie Ouvrière à l'équipe Monmousseau, elle avait dans les 8.000 abonnés. Ces 8.000 formaient la crème du mouvement révolutionnaire français. Combien en reste-t-il encore autour de la Vie Ouvrière, parjure au syndicalisme et devenue communiste orthodoxe? Son administrateur avouait il y a quelques mois — rappelez-vous la lettre de Sarah Menant — qu'en raison de sa nouvelle ligne politique elle était descendue à 5.000 abonnés. Il n'allait pas au bout de son aveu; la dégringolade est beaucoup plus prononcée; deux camarades qui se disent bien renseignés m'ont parlé, l'un de 3.000, l'autre de 1.800. Retenons simplement celui de 3.000. Si l'on tient compte de la venue de nombreux nouveaux abonnés, après toute la propagande faite au sein de la C. G. T. U. et du parti communiste, on peut déduire qu'il ne reste peut-être pas un millier d'anciens sur les 8.000 de 1922. Il en est donc parti environ 7.000; 7.000 qui comptaient parmi les meilleurs éléments du mouvement, les militants de base, les militants d'atelier et de syndicat, qui ne regardaient pas la propagande comme une profession mais comme un devoir. Mettons que dans ce nombre de 7.000 nous ayons rattrapé nos 900 abonnés de la R. P. Il en reste 6.000 au moins qui sont dispersés, découragés par la scission syndicale et par l'impuissance où se trouve le mouvement. Une partie est probablement perdue pour toujours, mais l'autre, une bonne moitié, ne peut pas ne pas avoir gardé au fond

d'elle-même un feu qui rebrillera un jour. Quand on a été pris sérieusement par l'idée révolutionnaire, on ne s'en détache jamais, on y revient toujours.

Cette réserve du mouvement redonnera un jour; elle referra entendre sa voix. Quand? L'exemple de Buissonnière montre que le moment approche.

Lorsqu'ils se décideront à en remettre un coup, les anciens d'avant-guerre et les anciens d'après-guerre, le redressement des deux C. G. T. sera vite fait et l'unité cessera d'apparaître dans une brume lointaine.

\*

### NOCIVITÉ, STÉRILITÉ DE LA MAJORITÉ

Depuis longtemps, cela me démange d'intervenir dans la discussion qui se poursuit entre la majorité et la majorité de la Fédération unitaire de l'Enseignement. Autrefois, j'aurais dit mon mot dans l'École Emancipée, mais les temps sont bien changés! Quand je vois où en sont des camarades comme Bernard, du Rhône, quand je lis des articles comme celui qu'il a publié dans l'École Emancipée du 24 juin, où il est parlé de « publications que caractérise une haine forcée de tout ce qui touche à la Révolution russe », ce qui est évidemment une pierre jetée dans notre jardin, je n'ose me risquer à aller frapper à la porte de l'organe fédéral de l'Enseignement. Pourtant, plus que jamais, je crois nécessaire de me mêler à la discussion.

La dernière fois où j'ai vu Bernard, si je me souviens bien, c'est à Lyon, en fin 1923. Il était alors dressé contre les commissions syndicales du parti communiste. J'ai fait mon possible pour lui expliquer comment je les comprenais et pour le faire revenir de ses craintes. Il en est si bien revenu depuis que le voilà farouchement communiste et se fâchant dès qu'on porte sur ses dogmes une main irrespectueuse. Dans le même temps, il m'est arrivé une autre histoire du même goût à Lyon. Les responsables communistes me disant qu'ils n'avaient rien trouvé parmi les paysans de la région lyonnaise, je leur indiquai qu'avant-guerre il y avait eu un petit mouvement intéressant chez les vigneronns du Beaujolais et je leur signalai le militant qui en avait été l'animateur, le camarade Longepierre. Ils ne le connaissaient pas. Ils ont fait sa connaissance; Longepierre qui dormait s'est si bien réveillé depuis qu'il était candidat communiste aux élections dernières et qu'il nous a écrit voici un an que nous étions des découragés, des défaitistes, que nous avons perdu la foi révolutionnaire. Lui qui ne s'est réveillé qu'en 1924, et pas tout seul, ne pouvait évidemment pas comprendre la nature de notre foi, à nous qui n'avons pas dormi. Pour qu'il nous rattrape, il faudra qu'il se passe encore quelque temps, qu'il voie des choses qu'il n'a pas vues, ou pas bien vues. Je crains, mon cher Bernard, qu'il n'en soit de même pour vous.

Vous accusez la minorité de nocivité, de stérilité; vous prétendez que le fond même de sa conception c'est la guerre au communisme; vous lui reprochez de faire

le vide, de tarir le recrutement, de compromettre la concorde, l'unanimité d'esprit et de cœur si nécessaires à l'heure présente en face des menaces de la bourgeoisie.

« Le recrutement tarit, dites-vous. On ne veut plus adhérer au syndicat unitaire... C'est le Syndicat communiste. Qui dit cela? Le S. N. assurément, mais aussi nos minoritaires dont les affirmations sont les bienvenues. »

Qui a dit cela le premier? Mais les dirigeants unitaires, quand ils ont réalisé la direction unique du parti et de la C. G. T. U., et dirigés en haut et en bas de l'échelle. Les minoritaires ont dit simplement ce qu'ils voyaient et déploraient. La faute n'incombe pas à ceux qui ont constaté un état de choses, mais à ceux qui l'ont créé. Prenez-vous-en à vos amis et à vous-mêmes. Ne vous bouchez pas les oreilles et les yeux. Vous avez entendu, j'imagine, lors de la discussion qui s'est produite à la dernière Conférence du parti communiste, Raynaud dire que les syndicats devaient, bien sûr, être dirigés par le parti, mais qu'il fallait moins le crier sur les toits. Dans le jargon nouveau, tout le différend se ramenait, entre les deux tendances du parti, à « extérioriser » ou à ne pas « extérioriser » la mainmise du parti sur les syndicats. Mais toutes deux étaient d'accord sur la mainmise.

Le recrutement tarit, le vide se fait, les effectifs de la C. G. T. U. baissent parce que l'atmosphère n'y est plus respirable à quiconque n'est pas communiste. La Fédération de l'Enseignement en a peut-être moins souffert numériquement que d'autres; elle a bénéficié de l'adhésion de tous les instituteurs gagnés au parti communiste; en outre, ses militants minoritaires sont trop attachés à elle, à son passé, à la somme d'efforts antérieurs qu'elle représente pour ne pas surmonter l'étouffement d'aujourd'hui.

En dépit de la campagne de Rollo tendant à les pousser vers l'autonomie et à leur faire quitter la Fédération, ils ont résisté pour la plupart. Mais il n'y a plus beaucoup de fautes à commettre.

Les secousses éprouvées au lendemain des élections dernières par un syndicat comme celui du Finistère, le plus fort de la Fédération, le seul syndicat unitaire de masse avec ses 500 adhérents, devraient vous faire réfléchir. Les instituteurs socialistes qui appartiennent à ce syndicat n'ont pas vu sans légitime colère les deux permanents de leur Union régionale, inactifs ou incapables dans la besogne syndicale, mener avec autrement d'ardeur la campagne électorale communiste. Lharidon, un vieux militant du syndicat, a été insulté. Je trouve qu'il a eu bien tort de s'en émouvoir. Qu'aurait-il dit si, comme Allot, un André Marty, en réunion publique, lui avait dit qu'il pourrait bien mériter son nom, c'est-à-dire que les pêcheurs pourraient bien le jeter à l'eau. Allot a haussé les épaules, alors. Il a eu raison. Et je suis tranquille, Allot sera encore un véritable révolutionnaire longtemps après que Marty aura cessé d'être communiste. Les éléments socialistes du syndicat du Finistère ne commettront pas la faute

de briser ou d'affaiblir leur beau syndicat. Mais une telle situation devrait faire réfléchir les communistes qui ne sont pas complètement aveugles. Ils ont plein la bouche du syndicalisme de masse et ils ne savent faire que du syndicalisme de secte.

Une force irrésistible, d'après vous Bernard, conduirait la minorité vers le Syndicat National. Vous jugez la situation d'ensemble en pensant trop à la situation spéciale du Rhône. Si vous regardiez d'ensemble, vous verriez que la C. G. T. U., à la fois, s'est affaiblie elle-même et a renforcé la C. G. T. Celle-ci s'est renforcée moins par son effort propre que grâce aux fautes commises par la C. G. T. U. Mais à propos de cette force irrésistible conduisant vers le Syndicat National, laissez-moi vous raconter une petite histoire. Un jour, un militant de l'Enseignement demanda que des ordres soient donnés par le parti pour rallier le Syndicat National. Je lui répondis moi-même que le parti n'avait pas de tels ordres à donner. Mais savez-vous quel était le militant de l'Enseignement qui demandait cela? C'était Rollo.

Vous voyez qu'il n'est pas besoin d'être minoritaire pour se diriger vers le Syndicat National et que la question des rapports entre lui et la Fédération de l'Enseignement, de l'unité entre eux, demande à être examinée avec plus de sérieux. De même que la Fédération de l'Enseignement n'est pas ce qu'elle était hier, le Syndicat National n'est pas ce qu'il était la Fédération des Amicales. Le rôle d'entraîneur qu'a joué longtemps la Fédération, le joue-t-elle encore? Le jouera-t-elle longtemps?

N'invoquez pas trop l'existence de l'Internationale de l'Enseignement. Celle-ci est à vrai dire plutôt un C. I. P. qu'une véritable Internationale.

Et surtout ne reprochez pas à la minorité de diminuer l'influence morale de la Révolution russe. Il n'était au pouvoir de personne de diminuer cette influence, de personne autre que la Révolution russe elle-même. Elle s'en est chargée. La véritable défense de la Révolution russe, dans cette période, consiste à la défendre contre elle-même, à lui tenir non un langage de courtisan ou d'admirateur lointain, mais un langage de révolutionnaire.

Il me reste une foule de choses à vous dire. Ce sera pour une autre fois.

Pierre MONATTE.

P.-S. — Dans le Peuple du 6 juillet, Dubreuil, faisant évidemment allusion à la sténographie de ses déclarations à la Conférence de André Philip sur la rationalisation, que nous avons publiée la quinzaine dernière, déclare qu'il ne peut prendre la responsabilité que des choses écrites sous sa signature.

Les paroles sorties de sa bouche, qu'en fait-il donc? Les regretterait-il? Alors, qu'il le dise.

Nous enregistrons en tout cas le commencement de recul d'un homme qui s'était déclaré partisan de la rationalisation. — P. M.

## Parmi nos Lettres

Sur la catastrophe de Roche-la-Molière

Un camarade de la Loire nous donne quelques détails sur la catastrophe minière qui vient de se produire dans ce département. Nous attendions cette lettre, car la façon dont la presse dite « ouvrière » rend compte des événements, oblige chaque militant sérieux à rester dans l'expectative en attendant des renseignements plus sûrs.

Je suis allé à Roche-la-Molière lundi et j'ai assisté aux funérailles. Après les notes cancanières de Camus et les comptes rendus anticommunistes de Morel, il est nécessaire de donner des détails plus sérieux aux lecteurs de la R. P.

Mais il est difficile d'avoir des renseignements sûrs. Du côté mineur on a souvent tendance à donner libre cours à son imagination et on interprète les faits plus qu'on ne les raconte. Du côté militants, on n'a pas non plus assez le souci de la vérité. On veut se faire une opinion à tout prix et on s'en fait une trop hâtivement sur des faits plus ou moins exacts. Ensuite, on se borne à rechercher les détails qui peuvent renforcer cette opinion qu'on considère, bientôt, en toute bonne foi, comme étant exacte, seule exacte.

Et puis, les militants, dirigeants syndicaux plutôt, cherchent, avant tout, à faire de la réclame pour leur chapelle. C'est là une déviation malheureuse de l'action syndicale due à l'introduction de mœurs de politiciens dans les syndicats.

Je tâcherai donc de recueillir tous les renseignements sérieux que je trouverai. J'ai déjà vu des mineurs, j'ai écrit et je pense voir des délégués mineurs. Jusqu'à maintenant, une des accusations les plus justes, celle du simple mineur, c'est du côté Compagnie de négliger les travaux d'entretien. On enlève les boiseurs pour les employer à l'extraction. Pour les chefs, seul le nombre de bonnes compte. Les actionnaires et les techniciens n'ont en vue qu'une exploitation intensive et productive. Arnaud appelle ça — et Vaillant-Gouturier aussi, je crois, la rationalisation, mais c'est de la rationalisation bien mal conçue.

Et l'enseignement qui se dégage de cette catastrophe, c'est qu'il faut étendre les pouvoirs des délégués mineurs. Il me semble qu'il aurait été facile d'obtenir une telle revendication immédiatement. Les Compagnies et les pouvoirs publics n'auraient pu, il me semble, résister à une action de masse des mineurs, appuyée par l'opinion publique. Le moment était favorable. Mais action de masse implique action commune, et aucun syndicat n'y a pensé. Les réformistes se sont contentés d'une démarche et les unitaires se borneront sans doute à aboyer derrière eux. Triste spectacle. Résultat de la domestication des syndicats par les politiciens qui ne croient plus à l'action syndicale, qui, pleins de suffisance, dominent la classe qu'ils dédaignent et sont surtout préoccupés de garder leurs places.

\*\*

Maîtres  
absolus

La catastrophe de Roche-la-Molière rend la lettre suivante encore plus intéressante.

Comment ces capitalistes pourraient-ils avoir le moindre souci de la vie des travailleurs!

Certains actionnaires des Mines de la Loire ne sont pas contents. Leur Conseil d'Administration gère mal leurs intérêts, paraît-il. De 1919 à 1926, ils ont reçu des dividendes forts insuffisants (36.498.203 francs contre 76.877.688 à Roche-la-Molière, compagnie d'importunance

sensiblement égale. Ils se sont donc groupés en un syndicat de Défense et accusent nettement le C. A. de « tromper », « exploiter », « dépouiller » les actionnaires; ce qu'ils s'efforcent de démontrer en faisant l'histoire de la Société Métallurgique de la Loire.

Cette petite histoire a son côté instructif pour nous et nous allons résumer l'argumentation du S. de D.

A l'Assemblée Générale des actionnaires de la Société des Mines de la Loire du 23 avril 1917, le C. A. fut autorisé à utiliser le courant électrique et les gaz de ses fours à coke pour la production de la fonte et des aciers, procurant ainsi au gouvernement... les matières premières indispensables à la « Défense Nationale ». Cette autorisation fournissait au C. A. un prétexte suffisant pour constituer, sans décision d'A. G., la Société Métallurgique de la Loire, au capital de 1 million, puis 5 millions, versés par les Mines de la Loire, et administrée par les propres administrateurs de cette Société, à l'exclusion de toute autre personne.

La Société Métallurgique prospéra bientôt. Elle distribua des dividendes de 6,55 % en 1919, 7 % en 1920, le C. A. se réservant des jetons de présence, des allocations particulières et 10 % des bénéfices. En 1920, elle achetait toutes les actions de la Société des Hauts Fourneaux de Steinfort, au capital de 17 millions (porté à 25), et, avec le concours de cette dernière Société, elle fondait la Société des Mines de Rochonvilliers, au capital de 8 millions, « en vue de reprendre d'importantes mines en Lorraine annexée ». Opérations qui nécessitèrent des avances considérables de la part des Mines de la Loire.

Mais voici qu'en 1922, tout va mal. Les actions des Hauts Fourneaux de Steinfort sont cédées à la Société belge d'Athus-Grivegnée moyennant 6.000 actions Athus-Grivegnée aux Mines de la Loire. En 1925, l'usine de Bassesvilles (Société métallurgique) est louée à la Compagnie des Forges de Châtillon-Commentry, et, en 1927, elle est vendue aux forges et Aciéries de Saint-Etienne.

#### BÉNÉFICES NETS ET BÉNÉFICES RÉELS

En 1926, les Mines de la Loire ont réalisé un bénéfice net de 12.673.333 fr. C'est énorme, si l'on considère que, depuis la fin de la guerre, cette Société n'avait jamais distribué 4.000.000 de francs de bénéfices nets. C'était, il est vrai, l'époque où la filiale, la Société Métallurgique de la Loire, absorbait pas mal de millions.

Mais ces 12.673.333 francs ne constituent qu'une partie des bénéfices réels qui, d'après le Syndicat de Défense des actionnaires, s'établissent ainsi :

	Francs
Bénéfice moyen de 17 fr. 50 par tonne de charbon, sur 971.454 t. ....	17.000.445 »
Bénéfice moyen de 55 fr. par t. de coke et sous produit, sur 251.285 t. ....	13.820.675 »
Bénéfice moyen de 80 fr. par tonne d'agglomérés, sur 5.073 t. ....	405.840 »
Bénéfice moyen de 0 fr. 061 par kilowatt-heure, sur 36 millions de kwt : .....	2.196.000 »
	33.422.960 »
A déduire :	
Travaux neufs de l'exercice 1926 .....	8.691.586 »
Intérêts des coupons 10 et 11, s. bons 1921	780.000 »
Première annuité de remboursement de ces bons .....	389.500 »
Impôts et timbres .....	208.590 94
	10.569.676 94

Reste donc :

33.422.690 fr. — 10.569.676 fr. 94 = 22.853.283 fr. 06.

Ce qui, avec les produits divers tels que redevances, intérêts, escompte, qui s'élèvent à 1.164.266 fr. 88, porte le bénéfice réel à 24.017.549 fr. 94.

Et ceci sans compter les nombreuses « provisions libres ».

Ainsi le C. A. des Mines de la Loire avait pu, sans mandat, utiliser les capitaux de la Société, et cela, dit le S. de D., au seul profit de MM. Aguilon, de Bonnardière et de Semallé, qui sont devenus administrateurs de la Société Athus-Grivegnée et ses deux filiales : les Hauts Fourneaux de Steinfort et les Mines de Rochonvilliers.

Nous ne nous attarderons pas à plaindre les pauvres actionnaires des Mines de la Loire. De leurs ennuis, nous retiendrons seulement cette idée, que, dans le monde capitaliste, quelques hommes peuvent facilement mettre la main sur une société, et, de société en société, arriver à diriger toute la vie économique d'un pays, ou d'un continent. Même les associés, avec les lois de leur Etat, ne peuvent opposer de résistance sérieuse à leurs agissements. C'est dire combien se trompent les camarades qui croient encore pouvoir réformer le régime avec l'appui de l'Etat bourgeois. C'est une preuve aussi de l'impossibilité de réaliser le vrai contrôle ouvrier dans une société capitaliste.

## ENTRE NOUS

Dans le dernier numéro nous demandions aux lecteurs de la R. P., dont l'abonnement venait à expiration à fin juin, de ne pas oublier la souscription. C'est aujourd'hui le tour des abonnés de soutien.

Au premier appel de mars tout le monde n'a pas répondu. Faudra-t-il une nouvelle circulaire? Ce serait cruel pour les administrateurs par cette chaleur. Que les camarades se dépêchent de compléter leur premier versement.

Inutile d'insister pour ceux qui n'ont rien versé. Nous leur rappelons seulement qu'il leur sera plus difficile de s'acquitter des deux versements à la fois dans quelques mois d'ici. Car il ne faut pas qu'ils s'illusionnent un deuxième versement sera nécessaire bientôt.

La liste des abonnements nouveaux que nous publions chaque quinzaine indique assez la situation de notre trésorerie pour nous dispenser d'insister davantage.

Aussi l'Administration est bien décidée à ne pas faire grâce aux retardataires; elle leur fera payer même les frais de correspondance qu'ils auront occasionnés. Qu'on se le dise.

D'une lettre qu'un camarade de province nous communique :

« Les numéros de la R. P. que tu as bien voulu me faire parvenir m'ont beaucoup intéressé.

C'est à ma connaissance la seule revue qui soit révolutionnaire impartialement et objectivement.

Son indépendance et son abondante documentation m'ont séduit et je me décide à m'y abonner. »

Phrases encourageantes que nous dédions volontiers à nos pêcheurs à la ligne parisiens.

Il y a aussi autre chose dans cette lettre qu'un encouragement et une source de remords pour nos défaitistes, il y a une preuve de ce que peut la propagande individuelle.

Si chacun de nous imitait notre correspondant, notre marche vers les 2.000 abonnés s'accélérait bougrement.

# Quelques Aperçus de la Lutte de Classe dans l'Océan Indien

« Toute l'histoire de l'humanité est l'histoire de la lutte de classes ». Cette vérité est particulièrement saisissable pour les petites sociétés. Elle crève les yeux si l'on considère l'histoire des deux Mascareignes : Maurice et la Réunion. Depuis le début de leur peuplement (commencement du 18<sup>e</sup> siècle) ces deux îles minuscules furent le théâtre d'une lutte de classes incessante entre colons et travailleurs (esclaves d'abord, libres à partir de 1848). L'histoire de l'esclavage à Maurice vaut d'être connue. Lisons-la dans un manuel d'histoire à l'usage des écoliers mauriciens (1). Cet ouvrage est un simple exposé chronologique de faits dans l'île, et met sur le même plan les insurrections, les cyclones, les victoires, les chûtes de grêle et les capitulations. Il a cependant un sens de classe très accusé et reflète comme un miroir la mentalité actuelle du colon mauricien millionnaire et négrophobe. Il nous apprendra deux choses : 1<sup>o</sup> l'émancipation des esclaves a été en grande partie l'œuvre des esclaves eux-mêmes (lutte incessante marquée de révoltes individuelles, de guérillas et parfois de révoltes générales); 2<sup>o</sup> Les colons peuvent être royalistes, libéraux ou jacobins, ils sont avant tout esclavagistes.

## Les premières révoltes d'esclaves

L'île Maurice commença à être peuplée dans la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle par une centaine de colons hollandais et des esclaves de Madagascar. Dès lors la lutte commença entre colons et esclaves.

« Le Gouverneur arrivé en 1692 était un homme intelligent mais cruel. Les punitions qu'il infligeait aux esclaves étaient si dures que la plupart s'enfuirent dans les forêts.

Le 9 février 1694 le fort et presque tout le village de Waerwick Haven furent détruits par le feu. Les auteurs de ce désastre étaient des esclaves qui avaient voulu se venger des châtimens édictés par le Gouverneur. Il s'en fallut de peu que ce dernier ne périt dans les flammes. Les coupables furent pris et pendus.

Le fort fut alors armé de 20 canons et défendu par 50 soldats. La colonie était en pleine prospérité et les colons au nombre de 300, mais l'île fut cons-

(1) Histoire de l'île Maurice par S. B. de Burgh Edwardes, avocat de l'Inner Temple, Londres.

Nos citations sont à peu près littérales. Les modifications apportées le sont seulement à cause du contexte et ne modifient pas le sens de la phrase. Elles sont naturellement éparpillées dans l'ouvrage qui ne s'occupe pas que de la question, mais nous les donnons dans l'ordre,

tamment visitée à partir de 1706 par de violents ouragans et les esclaves marrons mettaient le feu aux cultures... le gouvernement hollandais décida l'abandon de l'île (1710) ».

## L'Occupation Française

Dix ans plus tard les Français s'établirent dans l'île avec des soldats, une centaine de colons et des esclaves de Madagascar.

« En 1721 la population était menacée d'une sérieuse disette. le nombre des noirs marrons augmentait de jour en jour et des punitions très sévères durent être infligées. »

Puis la colonisation marqua un progrès sous le Gouvernement de Mahé de la Bourdonnais, considéré comme le véritable fondateur de l'île de France, mais il fallut procéder à « l'indispensable destruction des noirs marrons ».

En 1764 la Compagnie des Indes fait faillite et les îles de France et de Bourbon sont rendues au roi. La population est composée de 4.000 blancs, 600 noirs libres et 15.000 esclaves.

Vingt-cinq ans après, les colons saluent avec enthousiasme la Révolution française; ils engagent la lutte pour imposer au Gouverneur un régime libéral. Des clubs se forment partout : « Les Amis de la Constitution », les « Jacobins », les « Sans-Culottes », les « Chaumières ». L'assemblée coloniale nomme deux députés pour représenter l'île à l'Assemblée Nationale de France.

Mais... hélas!... le 18 juin 1796 débarquent à l'île de France deux commissaires du Directoire, Barco et Burnel, chargés de procéder à l'émancipation immédiate de tous les esclaves. Les colons repoussent l'émancipation immédiate. La foule envahit le palais du Gouvernement et les Commissaires, sous menace de pistolets braqués sur eux sont contraints de s'embarquer. Quand ils sont à bord, le peuple s'empare des batteries et ordonne à la corvette de « s'en aller sur l'heure ».

Cette action d'éclat fut chaudement approuvée par les révolutionnaires et en général par toute la population libre de l'île voisine, la très républicaine île de la Réunion, ci-devant île Bourbon. Ses 60.000 esclaves durent continuer la lutte jusqu'en 1848.

## Les Anglais arrivent

Mais revenons à l'histoire de Maurice. Elle est prise par les Anglais le 3 décembre 1815. « Le premier Gouverneur anglais découvrit bientôt dans le

colon de l'île de France, représenté comme turbulent, rapace et de caractère violent, un homme instruit, doux, tranquille, laborieux, modeste, hospitalier, généreux, appréciateur du vrai mérite et de la justice ». Evidemment ! Comme tous les colons de toutes les colonies...

« Le 14 janvier 1813, l'acte d'abolition de la traite des noirs est publié à Maurice. Le Gouverneur reconnaissant le danger de la promulgation immédiate de cette proclamation décide de ne pas insister pour sa mise en vigueur...

« Son successeur, le major Hall était hanté par l'idée que le commerce des esclaves continuait sur une grande échelle. Il fit proclamer à cet égard une série de règlements vexatoires. Comme les conseils de la commune ne lui donnaient aucune assistance pour supprimer la traite il les abolit... »

« En 1822 des bandes de noirs marrons se réunirent sur le versant du Pouce sous le commandement de Ratsitasse et décidèrent d'attaquer Port-Louis pour délivrer les autres noirs. Le 22 février au matin un régiment alla à leur rencontre pendant qu'ils descendaient la montagne : après quelques coups de fusil Ratsitasse, Latulipe et 25 autres furent pris. Les deux premiers furent pendus et leurs têtes exposées à l'endroit de leur rassemblement, au versant de la montagne. »

« En 1830 l'« Anti-Slavery Society » à Londres, réussit à faire passer au Parlement une série de mesures vexatoires touchant l'émancipation des esclaves. Un protecteur des immigrants fut nommé pour Maurice avec des pouvoirs extraordinaires et dès son arrivée se montra insupportable. Les planteurs venus de toutes les parties de l'île tinrent des meetings de protestations à Port-Louis le 17 septembre. »

« Un ordre en Conseil du 21 novembre 1831, publié à Maurice le 24 mars 1832, soulève les noirs, qui profèrent des menaces de mort contre les colons. Ils se révoltent en plusieurs endroits et mettent le feu à certains établissements. Les colons demandent à s'organiser en corps de volontaires pour se défendre et bientôt le nombre des volontaires atteint 2.500. On s'exerce tous les soirs sur différents points de l'île ».

La lutte en est donc dès ce moment à un point aussi aigu que le conflit entre bourgeois et prolétariat l'est de nos jours en bien des pays : la classe exploiteuse assume elle-même sa propre défense par la création d'organismes de combat : ligues civiques, gendarmeries supplémentaires, faisceaux.

## La lutte des colons pour le maintien de l'esclavage

Sur ces entrefaits « Monsieur John Jérémie, Chef-Juge à Sainte-Lucie est nommé Procureur Général à Maurice. Comme il était l'auteur de violents articles parus à Londres sur le traitement des esclaves à Maurice, les colons virent en lui un agent de « l'Anti-Slavery Society ». Une multitude de colons

marchant la nuit se rendirent à l'hôtel du Gouvernement et demandèrent le retour immédiat du nouveau Procureur. Le commerce de Port-Louis fut suspendu, le bazar et toutes les boutiques fermées, la grève générale appelée « Inertie », proclamée. Quand Jérémie débarque sous une forte escorte militaire, le tumulte est indescriptible. Il prend son siège au Conseil au milieu d'une agitation sans précédent. Les esclaves se révoltent en vingt endroits différents. L'arrivée des volontaires fait partout cesser le désordre semé par les esclaves. Mais les boutiques restent fermées. Quelques jours après, « l'Inertie » s'étend à l'île toute entière. Finalement, après 45 jours de lutte les colons ont gain de cause et le Gouverneur prie Jérémie de s'en aller... »

Il retourne en Angleterre ; le Gouvernement le renvoie avec des troupes. Mais ce ne devait pas être pour longtemps. Il commet la gaffe de poursuivre quelques messieurs de Mahebourg qui « indignés de la façon dont on voulait traiter les propriétaires d'esclaves » avaient « voulu marcher sur Port-Louis ». Il aboutit naturellement à un acquittement retentissant et fut suspendu de ses fonctions. Un Juge à la Cour qui l'avait soutenu fut aussi suspendu. Deux militants esclavagistes qui avaient été éloignés de l'île furent autorisés à rentrer, « dix mille colons leur firent sur le quai une ovation monstre ».

Mais le triomphe des colons n'était que de façade. Ils sentirent qu'il fallait céder et acceptèrent une capitulation.

« Quelque temps après le calme se rétablit, l'émancipation graduelle des esclaves commença et fut poursuivie assez tranquillement. »

Quels furent les termes de cette capitulation ? Quels furent les sursauts des esclaves dans cette tranquillité relative ? Notre auteur ne le dit pas. Vraisemblablement tout se passa comme à la Réunion, l'Etat atténué les conséquences de cette victoire prolétarienne en versant une indemnité aux colons. A la Réunion, la République (1848) versa une quarantaine de millions aux colons (700 francs environ par esclave) ce qui était en somme reconnaître la valeur commerciale de l'esclave, donc la légitimité de la traite.

## La situation actuelle :

### Capitalisme blanc ou Capitalisme de couleur ?

Quelles furent les conséquences de cette abolition de l'esclavage ? Evidemment elle n'a pas résolu la question sociale, ni aboli la lutte de classe ; elle a cependant fortement contribué à changer la physiologie de l'île, surtout au point de vue ethnique. Les esclaves étaient presque uniquement occupés dans les plantations de cannes ; leurs enfants devenus libres de choisir leur gagne-pain eurent une formidable tendance à éviter ce travail qui leur rappelait les années de servitudes. Aujourd'hui encore, ils sont maçons, charpentiers, menuisiers, pêcheurs, employés, mais pas travailleurs agricoles. Il fallut les remplacer

dans les plantations et les sucreries. Ils le furent par les Indiens, Dès 1840 l'immigration indienne fut permise et surveillée. Vaine surveillance : les Indiens sont aujourd'hui 275.000, les 2/3 de la population totale. L'île Maurice est presque devenue une colonie indienne. Les Indiens et les Chinois (commerçants de détail), représentant une puissance sociale et commerciale très importante qui donne énormément à réfléchir aux capitalistes européens. Ceux-ci arriveront-ils par la violence (interdiction d'acquérir des terres) à empêcher ce capitalisme asiatique de s'accroître ? ou bien la solidarité capitaliste étant la plus forte, composeront-ils avec lui contre le prolétariat ? ou bien ce capitalisme de couleur s'unira-t-il au prolétariat de couleur contre le capitalisme blanc ? Voilà les aspects du problème (1).

## Nérophobie et Sinophobie

La question « couleur » est en effet très importante à Maurice. Je n'aurais jamais cru que des Français (tout le monde est Français à Maurice) pussent arriver à un tel degré de nérophobie. Les Français de la métropole se figurent en général que — les Juifs exceptés — l'humanité n'est composée que d'êtres humains. Leurs mœurs d'Européens se gonflent d'un sentiment de supériorité fort agréable quand on leur parle des exploits nérophobes des Américains, ces brutes, ces néophytes de la civilisation. Eh bien ! si l'un de ces esprits éclairés débarque à Maurice avec ces dangereuses illusions on les lui fera vite passer. Qu'il s'avise à son arrivée de fréquenter des Indiens ou des gens teintés, il sera immédiatement mis à l'index de la « bonne société ». Au-dessous du 23° degré de latitude nord, la vue d'un noir provoque un réflexe de répulsion chez tout bourgeois français digne de ce nom. Ils s'y mettent au reste avec une facilité étonnante et presque instinctive... sans comprendre pourquoi d'ailleurs, sans voir qu'au fond la couleur ne fait rien à l'affaire, que tout cela n'est que lutte de classes, et que l'on n'est nérophobe qu'aux lieux où le prolétariat est noir.

J. PERA.

(1) A la Réunion le problème est plus simple. La proportion des terres cultivables étant beaucoup moindre on n'eût pas à faire appel à cette masse d'ouvriers indiens. Il n'y a aujourd'hui à la Réunion que deux ou trois milliers d'indiens étrangers. Ethniquement il y en a vraisemblablement plus, mais ils ont acquis en naissant sur le sol français la nationalité et la citoyenneté française. Ils sont bien assimilés. Le problème social à la Réunion est la lutte entre 170.000 individus et quelques gros propriétaires qui possèdent les 2/3 des terres cultivables (le Crédit Foncier en a 1/3 à lui tout seul), font les élections et toute la politique et maintiennent le pays dans un état d'arriération scandaleux. Il faut aller à la Réunion pour voir sur le vif les méfaits de la toute puissance capitaliste. « La Révolution ou la mort » disait Raymond Lefebvre.

## LETTRE DE GRÈCE

### La grève des ouvriers des Tabacs

#### Les causes.

Vers le milieu du mois dernier les ouvriers des tabacs de Macédoine et de Thrace occidentale ont proclamé la grève, qui en quelques jours s'est généralisée dans les autres villes des vieilles provinces de la Grèce. La Fédération des ouvriers des tabacs a cru le moment propice (c'était la saison de la récolte et de la manufacture) pour engager la bataille contre les négociants de tabacs. Ces derniers, depuis deux années, trompaient les ouvriers en leur promettant d'augmenter les salaires, mais ils renvoyaient toujours aux calendes grecques la réalisation de leurs promesses.

Ainsi la grève du tabac a pris dès le premier moment une acuité formidable. A *Pravi* (ville macédoienne près de *Cavalla*) "armée" a chargé contre les grévistes, de même qu'à *Cavalla*. A *Xanthi* la terreur instaurée rappelait certaines pages de l'histoire du tsarisme. Rappel donc, dès la première semaine, la grève a dû faire face à un régime de terreur inouïe organisé par l'Etat.

Les compagnies de tabac étrangères, l'industrie du tabac grec se trouve, pour les 3/4, entre les mains du capital anglo-américain, ont fait pression sur le gouvernement réactionnaire *Kafandris-Métaxas* pour obtenir une répression impitoyable parce que la grève était décrétée à une époque désavantageuse pour elles. Le gouvernement s'est trouvé d'accord avec les compagnies. Le chef des royalistes modérés, rattachés à la République, un général *Métaxas* — dont de récentes révélations ont prouvé les tares morales — a donné des instructions aux forces de l'Etat pour « arrêter, emprisonner, battre et exiler » les plus actifs des grévistes ouvriers.

Pourtant, malgré le régime de terreur instauré, les ouvriers des tabacs n'ont pas cédé et ils ont continué leur grève. Ce n'est qu'après une lutte de quinze jours qu'ils ont commencé à montrer des signes de lassitude.

#### Le bilan de la grève.

Quel est maintenant le bilan de la grève au point de vue purement prolétarien ? Si nous donnons une réponse immédiate, le prolétaire français ne nous comprendra pas. Il faudrait faire auparavant une longue introduction sur le développement du mouvement ouvrier grec.

Le mouvement prolétarien hellénique est tout à fait jeune. La Confédération Générale du Travail a été fondée en 1918, c'est-à-dire après la guerre mondiale. On sait que la Grèce est un pays au développement industriel arriéré et avec une population en majorité paysanne et petite-bourgeoise. La tradition petite-bourgeoise n'a pas encore disparu, et elle joue

un très grand rôle dans les déterminations des ouvriers organisés.

Primitivement la C. G. T. de Grèce était influencée par le Parti Communiste de Grèce (étant donné que dans ce pays il n'existe pas de parti socialiste proprement dit) et avait, dans son 2<sup>e</sup> Congrès (1920), adhéré à l'Internationale Syndicale Rouge. Mais cette adhésion était toute platonique et ne représentait qu'une manifestation romantique de quelques leaders, sans que la masse se rende compte de son importance.

Pourtant les différentes fautes du P. C. sur le terrain politique et sur le terrain professionnel ; et la prédominance dans ce parti d'un « aventurier » (Maximos), venu d'on ne sait où, ont permis aux éléments modérés et conservateurs de prendre le dessus au 3<sup>e</sup> Congrès syndical (1926) et d'assumer ainsi la direction de la C. G. T., avec comme secrétaire général le cheminot *D. Stratis*, qui joue en Grèce le rôle de *Jouhaux*. Depuis lors les syndicats communistes ont formé l'aile gauche de la C. G. T. de Grèce, mais au 4<sup>e</sup> Congrès pan-hellénique (mai 1928) la tendance conservatrice, avec l'aide de la police, les a exclus du congrès et ainsi l'organisation professionnelle des ouvriers grecs s'est scindée.

Actuellement l'aile gauche exclue est dirigée par un « bureau de cinq membres », qui, il est vrai, influence un certain nombre de syndicats. Les plus combattifs, les plus actifs et les plus décidés des militants ouvriers appartiennent à cette aile gauche. Si les leaders de la gauche syndicale ne commettaient pas différentes gaffes et n'étaient pas des « phraseurs », mais des réalistes, et se rendaient compte des conditions grecques, s'ils avaient un programme à appliquer, ils augmenteraient sans aucun doute leur influence sur les masses ouvrières parce qu'aujourd'hui en Grèce, à cause du chômage, de la lourde exploitation du capital financier étranger, des charges financières, etc, les masses ouvrières se tournent de plus en plus vers la gauche.

Pourtant le communisme devient une « affaire privée » de quelques aventuriers. Aussi, en tant qu'organisation, il dégénère de jour en jour en agitation insignifiante de secte.

Il était fatal que la scission dans le mouvement syndical ait une grande répercussion sur la grève du tabac. La direction de la Confédération Générale du Travail a fait des efforts pour saboter la grève, afin que les communistes ne soient pas renforcés, et a arrêté le mouvement qui se manifestait pendant les premiers jours en faveur de la grève générale.

A la suite de ces divisions dans la classe ouvrière, la défaite des grévistes était fatale.

### La grève et le P. C.

Le P. C. de Grèce ne semble pas devoir profiter de la « défaite », parce qu'il n'est pas en mesure d'en profiter, parce qu'il ignore les conditions du pays, parce que les dirigeants du P. C. G. n'ont pas d'expérience politique et syndicale. Ils ignorent tout et tous. Ils agissent toujours comme des pantins.

Dernièrement même une nouvelle scission s'est produite dans le P. C. Son groupe parlementaire (10 députés en tout) a été exclu du parti presque tout entier (9 membres). L'ex-favori de Moscou *Maximos* fait des avances aux partis bourgeois. L'extrême-gau-

chiste intransigeant *El Stravridis* (député et ancien membre du comité central du P. C.) a adhéré officiellement au parti progressiste (gros capitalistes) de *M. Kafandaris* et les autres députés du parti cherchent des places dans les autres partis bourgeois. Le *Talleyrand* de la politique syndicale du parti *Nicolaïdis* (*Morgiakos*) s'est retiré du parti ; plusieurs autres leaders syndicaux (*Hadjistavrou*, *Akrivopoulos*, *Sapountzin*) sans adhérer à l'aile droite du mouvement syndical désapprouvent la tactique du P. C.

### Le devoir du prolétariat international.

Sans tenir compte des fautes commises par le P. C. G. la gauche internationale du mouvement syndical et politique du prolétariat doit élever une forte protestation contre les crimes et le régime de terreur du capitalisme grec. Les conditions économiques du prolétariat grec sont déplorables (les salaires des ouvriers de tabacs s'élèvent à 20-25 drachmes, ceux des autres ouvriers industriels à 40-50, enfin ceux des femmes à 7-20 drachmes). Les conditions hygiéniques rappellent celles des bagnes du moyen-âge. Le chômage (10-15 mille chômeurs en *Macédoine* et plus de 10-12 mille au *Pirée*) a écrasé les masses ouvrières. Bien qu'il existe aussi des lois de protection de l'enfance ouvrière, elles ne sont pas appliquées (à *Athènes*, *Salonique*, le *Pirée*, travaillent dans des taudits environ 10.000 jeunes filles et garçons de 8 à 14 ans, pour des salaires de 8-12 drachmes) (1).

Les ouvriers grecs demandent l'aide du prolétariat mondial et non pas celle d'Amsterdam, qui rédige seulement des protestations platoniques et ne fait rien contre les attaques du capital international.

ATKINÉOS.

(1) 370 drachmes valent une livre sterling.

## Le Collier de Perles

..... Faire taire le goût de brailler, la démagogie inutile, l'ambition personnelle, la sévérité maladroite, l'indulgence coupable, le besoin excessif de jouir après tant de souffrances...

P. VAILLANT-COUTURIER.

Notice sur « le ciment », roman par Fédor Gladkov.

\*\*

— Nous n'avons jamais contesté le rôle dirigeant du parti dans les syndicats, mais nous disons que ce rôle de direction ne doit pas être extériorisé inutilement.

— Nous sommes d'accord que toutes les grèves sont politiques, mais si nous le crions dès le début, ce n'est pas le meilleur moyen d'entraîner les ouvriers.

HENRI RAYNAUD,

Secrétaire de la 20<sup>e</sup> Union Régionale Unitaire.

(Déclarations faites à la conférence de la région Parisienne du parti communiste).

\*\*

Seul, un bon travail communiste peut donner aux syndicats une orientation révolutionnaire.

MONMOUSSEAU,

Secrétaire de la C. G. T. U.

(Déclaration à la conférence nationale du parti communiste).

LA  
**RENAISSANCE DU SYNDICALISME**

**LE SIXIÈME CONGRÈS  
 DES MÉTAUX PARISIENS**

Ce n'est pas encore à ce Congrès que le Syndicat des métaux parisiens est apparu disposé à examiner sa situation sérieusement. En attendant, la dégringolade continue. Des 137 sections syndicales existantes, annoncées au Congrès de novembre 1927, sur lesquelles 87 seulement vivaient, il ne reste que 68 sections représentées à ce Congrès et disposant de 1.724 voix et 14 non représentées disposant de 242 voix. 125 délégués étaient réunis dans la grande salle de la Grange-aux-Belles que Berrar présidait.

Certaines critiques vont être apportées au bureau, tout le monde est d'accord pour dire que rien ne marche, mais on s'en tient trop aux faits journaliers, on ne veut pas voir le mal là où il est est, c'est ce que Roumégère dira dans son intervention.

Imaginez ce Congrès, on n'a pas dit un seul mot sur la rationalisation, vous vous ferez une idée de la platitude des débats et du manque de vie de notre organisation, Roumégère essaiera bien d'amorcer la discussion, mais personne n'en veut. La rationalisation serait-elle déjà entrée dans nos mœurs ? Alors, vive le progrès !..

Avec le rapport financier, Josset — qui s'y connaît — va préciser que le nombre des adhérents est inférieur à 3.000, ce dont le bureau qui parlait de 6.000 est bien obligé de convenir. Bah ! dira quelqu'un dans mon coin, à 3.000 près.

Lénard nous apprend que nous sommes en pleine période de redressement (vous allez voir un de ces jours que la C.G.T.U. qui se portait pourtant si bien à Bordeaux va, elle aussi, se redresser ou du moins essayer).

En attendant, on en revient à la gestion Leve-  
 neur, — celui qui à Bordeaux donnait des leçons de moralité à la minorité — gestion vraiment pleine d'imprévu. Une somme de 1.500 francs a été portée deux fois en dépense et puis il y a encore une histoire de machine à écrire qui a coûté 425 francs et payée deux fois que personne ne veut rembourser. Espérons que cette fois, on en a fini. Ça ne fait rien, c'est beau la bolchevisation !

La nomination de la C.E. va donner lieu à un débat animé, on a évincé les camarades Desprez et Josset, démissionnaires du parti, et Villatte qui n'est plus dans la ligne du Centre, mais dans une autre ligne. Aussitôt le Congrès est transformé en conférence du parti. Desprez explique les différentes positions et les raisons du débarquement qui n'ont aucun rapport avec la vie syndicale. Il parle d'ailleurs dans le bruit, les orthos mènent un chahut indescriptible. Dame, quand on n'est plus de la chapelle ! et les susnommés sont d'autorité balancés. Un camarade profitera de la circonstance pour nous apprendre

qu'on a transformé une de ses réunions de propagande syndicale en réunion électorale. Je suppose qu'il a voulu faire allusion au redressement.

*Le Critiqueur.*

P.-S. — Au cours des débats, nous avons déposé une motion demandant la réintégration des exclus de la C.P.D.E. et des Casquettiers. Berrar nous a répondu que ça regardait plutôt l'Union, ça n'intéressait pas le Congrès. Nous avons évidemment insisté et la question a été portée aux « diverses ». Comme de juste, l'impartial président Berrar a profité de la pagaille de la fin pour enterrer la motion.

**Pas difficile, Boursicot !**

« Dans la C.G.T.U., la démocratie syndicale règne. La charte d'Amiens y est respectée », telles sont, d'après *l'Humanité* du 10 juin, les déclarations de Boursicot rapporteur sur l'orientation syndicale au récent Congrès du Syndicat des Contributions Indirectes.

Boursicot semble ignorer :

1° Que quatre militants ont été exclus du Syndicat des Producteurs d'Energie Electrique de la région parisienne, sous prétexte de calomnies, mais en réalité à cause de leur tendance syndicaliste, et que la C.G.T.U. refuse de faire la lumière sur cette affaire.

2° Qu'au contraire la Commission Exécutive de la C.G.T.U. a sauté sur l'occasion pour se débarrasser de l'unique minoritaire désigné comme délégué suppléant par le Congrès Confédéral de Bordeaux, et cela sans vouloir entendre les explications de l'intéressé.

3° Qu'à l'Assemblée du Syndicat des Producteurs d'Energie Electrique de la région parisienne, le 26 mars dernier, un militant minoritaire voulant discuter le rapport moral comme c'était son droit, fut renversé sur la tribune, bourré de coups de poings et de coups de pieds, alors qu'il était à terre, par les énerguènes qui se revendiquent de la fraction communiste maîtresse du syndicat.

4° Que la XX<sup>e</sup> Union régionale et la Fédération du Textile ont refusé au Syndicat des Ouvriers Casquettiers (fondé en 1896) les cartés et les timbres confédéraux de 1928, chassant ainsi ce Syndicat de la C.G.T.U. parce qu'il s'est refusé à conserver à sa tête des administrateurs communistes ayant vidé sa caisse pour des objectifs extra-syndicaux.

5° Que les mêmes organisations ont, avec le concours de la fraction communiste qui avait appliqué la grève des cotisations dans le vieux syndicat, organisé une réunion dite « de redressement syndical », réunion baptisée dans *l'Humanité* du lendemain « Assemblée générale du Syndicat ayant désigné le nouveau bureau », cela dans le but de faire reconnaître par la Préfecture ce bureau comme le bureau régulier et de prendre ainsi titre et place du vieux syndicat.

6° Que cette nouvelle organisation, montée de toutes pièces, a été admise sans la moindre difficulté dans la C.G.T.U.

Voilà comment « la démocratie syndicale règne dans la C.G.T.U. » ! Et cela marche de pair avec la

violation constante de la charte d'Amiens par des dirigeants de « direction unique », c'est-à-dire des gens qui, en même temps, dirigent Parti et Syndicats, les Syndicats comme le Parti.

Vraiment, Boursicot n'est pas difficile. La démocratie syndicale règne à la C.G.T.U. à peu près comme l'ordre, jadis, à Varsovie. Quant à la charte d'Amiens, elle est rangée parmi les survivances anarcho-syndicalistes dont il faut débarrasser le mouvement à tout jamais et à tout prix.

### Du « Comité pour le Salut des Syndicats » à une Centrale syndicale américaine

L'on est plus avancé aux Etats-Unis dans la voie de la scission ou si l'on préfère, de la formation d'une Centrale syndicale révolutionnaire, que Monatte ne le disait dans son « Carnet », l'autre quinzaine.

La conférence des mineurs, convoquée à Pittsburg le premier août dernier, par le « Comité » pour le Salut des Syndicats, et à laquelle onze cents délégués

participèrent, a décidé la transformation de ce Comité en une Centrale nationale.

Les objectifs de cette Centrale ont été ainsi fixés : 1° organisation des travailleurs des régions où il n'y a pas de syndicats ; 2° création de nouveaux syndicats ; 3° lutte pour leur affiliation à l'Union des mineurs en même temps que lutte, dans cette Union, contre les bureaucrates subordonnés à Lewis ; 4° lutte pour l'extension et la fin victorieuse du vaste mouvement gréviste dont le foyer se trouve en Pensylvanie et en Ohio.

Losovsky faisait allusion à des faits de ce genre quand il disait, le 20 avril, aux Conseils syndicaux de Moscou :

« Figurez-vous que ce n'est qu'à la veille du IV<sup>e</sup> Congrès de l'I. S. R. que nous avons pu obtenir de nos camarades américains qu'ils ne s'adressent plus aux réactionnaires, mais à leurs propres forces, à leur propre initiative, au lieu d'attendre que d'autres organisent les 24 ou 25 millions de non syndiqués des Etats-Unis. »

## La C. G. T. Tunisienne est en deuil

Mohammed Ali est mort. Le militant révolutionnaire tunisien qui avait rêvé de donner sa vie pour la libération de son pays s'en va victime d'un accident d'automobile.

Les camarades qui ont connu l'homme et son œuvre se sentiront le cœur serré de cette perte.

L'homme : une énergie rare au service d'un tempérament généreux jusqu'à l'abnégation. Energie qu'il mettra au service de la cause de ses compatriotes après l'avoir utilisée à l'acquisition de connaissances qu'il jugeait indispensables à l'accomplissement de son apostolat.

Fils de paysans berbères, cette jalousie de l'indépendance qui est la principale caractéristique de sa race le pousse, très jeune, à apprendre un métier qui lui permettra de quitter un pays où sévissent l'oppression et l'obscurantisme ; d'aller chercher ailleurs les moyens de réaliser sa personnalité. La profession de chauffeur d'automobile lui en fournit l'occasion.

La France l'attire, mais ne le retient pas. C'est en Turquie, en Tripolitaine qu'il se rendra, là où ses coreligionnaires luttent pour leur indépendance. Attaché au service d'Enver Pacha, il suivra ce dernier dans sa retraite à Berlin.

En 1923, après de sérieuses études en sciences économiques, il rentre en Tunisie, bien décidé à faire profiter son pays des connaissances qu'il a acquises.

Les commerçants de tout accabit, après le colon exploiteur, exploitent le fellah comme l'ouvrier des villes. Dans les coopératives de consommation et de production, Mohammed Ali voit un terme à cette exploitation. Il s'adresse sans succès à de riches bourgeois arabes.

Ce fils de paysans aux idées hardies, diplômé, mais sans le sou, ne leur inspire aucune confiance.

Il se retourne vers les ouvriers. Ici beaucoup de sympathie, mais peu de possibilités. Les salaires sont trop « maigres ». Les revendications « sont » nombreuses, mais les hommes pour mener la bataille manquent. Aucune organisation en dehors de la C. G. T. réformatrice qui se désintéresse de tout mouvement indigène.

Mohammed Ali ne peut refuser son concours, et lui qui voulait tout au plus faire du nationalisme se trouve lancé dans le syndicalisme.

Il se révélera homme d'action remarquable. Ceux qui ont vécu les grèves qui ébranlèrent la Tunisie d'août 1924 à février 1925 n'oublieront jamais l'activité immense qu'il a déployée.

C'est à cette activité qu'est due en grande partie la rapidité du succès.

Mohammed Ali aimait les travailleurs.

Autant il méprisait les bourgeois arabes, ces descendants de chaouchs beylicaux, chiens couchants devant les chefs, loups pour les pauvres diables, autant il estimait et respectait les travailleurs. Il avait confiance en eux, en leur bon sens. Pour lui les haillons de « ses frères », comme il les appelait, n'étaient pas, comme pour nos civilisateurs, une preuve d'incapacité. Et non seulement il ne craignait pas de consulter « ses frères » en haillons, mais il voulait leur avis, leurs conseils, leur participation active à toute décision importante. Sa foi en eux lui a permis d'inspirer confiance, et c'est là qu'il faut voir la raison de l'enthousiasme formidable qu'il soulevait de Bizerte à Metldani.

C'est cette confiance qui lui a permis, malgré la mauvaise foi des réformistes, la mauvaise humeur des destouriens, les embûches et les crimes policiers, d'intéresser la population indigène tout entière aux luttes des dockers de Bizerte et de Tunis, des carriers d'Hamam Lif et des ouvriers agricoles de Potinville.

C'est cette confiance enfin qui permit, en moins de six mois, la création d'un véritable mouvement ouvrier indigène plein des plus belles espérances.

L'impérialisme français ne pouvait tolérer une émancipation aussi rapide.

La C. G. T. tunisienne devait être décapitée de son secrétaire général et de ses principaux militants. Mohammed Ali, avec cinq autres camarades, prenait le chemin de l'exil.

Quelques années seulement après sa sortie de prison, il fait une tentative malheureuse pour se mettre au service d'Abd El Krim. A la suite de cet échec, il se retire en Egypte où il vient de trouver la mort à l'âge de trente-cinq ans.

C'est une perte d'une cruauté indicible pour le mouvement ouvrier tunisien déjà si éprouvé que la disparition de Mohammed Ali. Pour nos esclavagistes, un soulagement.

Que la rage de l'impuissance est une chose horrible ! Pourtant il faudra bien qu'un jour on règle les comptes.

Camarades de la C. G. T. tunisienne, souvenez-vous de Mohammed Ali.

## UNE PAGE DE SOREL

## La base économique du parlementarisme

*Le déclin de la croyance en la supériorité du régime parlementaire n'est pas nié. La page qui suit, extraite d'un article de G. Sorel sur l'Eglise et l'Etat, publié en 1901 par la Revue Socialiste, expose les conditions économiques qui furent l'origine du parlementarisme et la raison de ses succès au siècle dernier. Il suffit de constater que les conditions que décrit Sorel ne sont plus celles d'aujourd'hui, que le monopole, forme maintenant dominante de l'économie est exactement à l'opposé de cette « liberté d'action » qui était autrefois la condition essentielle de la production, — et de constater également que les pays où le parlementarisme est déjà supprimé en fait (Espagne, Italie, Balkans) sont ceux où « l'esprit industriel » traditionnel a été le moins développé — pour se rendre compte combien l'interprétation matérialiste que Sorel donne du régime parlementaire est exacte, et pour avoir du même coup l'explication du déclin actuel de ce régime, régime type de la bourgeoisie à son apogée.*

Depuis un peu plus d'un siècle, travailler c'est faire du nouveau ; on ne peut faire du nouveau sans séparer ses affaires de celles de son voisin. Sans doute tout le monde n'invente pas aujourd'hui et jadis on innovait quelque peu ; mais ce qui caractérise vraiment notre époque c'est l'invention, qui opère sur des proportions parfois effrayantes, qui tient tous les chefs d'industrie en éveil et qui menace de ruine tous les retardataires.

Suivant la conception moderne, la meilleure division du travail est celle qui se fait le plus librement possible et qui n'aboutit à rien de fixe. Marx a soutenu insisté sur le caractère perpétuellement changeant du monde actuel : point de règles, point de plans susceptibles d'être arrêtés pour de longues années, points de *rappports naturels* ; toujours des tentatives faites pour produire plus, mieux et à moins de frais ; et on ne voit jamais à quoi peuvent aboutir ces tentatives.

Plus cette liberté d'action (que l'on a appelée autrefois *l'anarchie industrielle*) devient essentielle dans la production moderne, plus aussi s'accuse l'indépendance des installations productives où chacun fait des tentatives, plus aussi devient nette la notion de propriété. Tout le monde a pu observer que la doctrine des économistes du dix-huitième siècle est beaucoup plus tranchante que celle des philosophes des temps antérieurs ; cette différence s'explique facilement par le progrès qui a été accompli dans le sens de l'indépendance des ateliers concurrents. Bien évidemment la théorie n'a pas devancé la pratique ; la théorie a même été très sensiblement en retard.

La nouvelle constitution spontanée de la propriété fermée, isolée de toutes parts, continuellement aventurée par des intelligences qui poursuivent des voies nouvelles et sans cesse bouleversée dans son aspect, a engendré les conceptions modernes sur la liberté de l'individu se dressant contre l'Etat. Tandis qu'autrefois en rêvait pour la Cité parfaite un conseil de sages, délibérant sur ce qu'il y a de mieux à faire, on a estimé qu'il fallait laisser les hommes faire tous les essais qui leur conviendraient et que de cet ensemble d'essais sortirait le meilleur résultat possible.

Cette hypothèse a paru longtemps pouvoir être convertie en théorème général par les économistes ; les merveilleux résultats obtenus par la nouvelle industrie leur semblaient justifier cette généralisation et l'établissement de la loi naturelle de la libre concurrence. Aujourd'hui nous regardons cette doctrine comme ayant seulement une valeur empirique et comme devant être vérifiée dans chaque cas particulier.

L'hypothèse des économistes a eu les plus graves conséquences dans la politique ; il n'a plus été question de déterminer la vérité que le législateur devait s'efforcer de réaliser, la fin vraiment finale vers laquelle il faudrait se diriger. On n'a plus considéré que des tâtonnements faits au fur et à mesure des circonstances et on a été satisfait quand leur addition a constitué un ensemble pouvant être accepté provisoirement comme satisfaisant et paraissant correspondre à l'idée d'un progrès continu.

En politique comme en économie, on a fini par admettre que la sagesse est dispersée dans la masse, que la valeur des choses ne se mesure qu'à l'épreuve et qu'il faut faire appel, le plus qu'il est possible, à l'expérimentation. Le régime parlementaire est fondé sur le même principe que le régime économique capitaliste ; il ne fonctionne convenablement que dans les pays où l'esprit industriel moderne est fortement développé et là où les classes industrielles jouent un rôle prépondérant dans les Parlements. C'est un régime où tout est provisoire ; la variabilité de pouvoir a pour conséquence de faciliter des corrections successives dans les lois et de ne pas permettre aux abus de s'accumuler dans une progression croissante. Ce qu'il y a surtout d'essentiel dans les pays de liberté moderne, c'est le contrôle exercé par le premier venu sur les pouvoirs publics ; et la législation relative à la presse a été rédigée de manière à ce que ce contrôle puisse s'exercer à peu près sans limite. Le respect de l'autorité est réduit à rien en politique, tout comme en industrie ; la révision des lois est perpétuellement à l'ordre du jour, comme la transformation des procédés techniques reçus.

G. SOREL.

## LES ABONNEMENTS NOUVEAUX

Paris, 1; Seine, 4; Aisne, 1; Côtes-du-Nord, 1; Loire, 1; Loiret, 1; Nord, 1; Vendée, 1; Haute-Vienne, 1; Belgique, 1; Tunisie, 1; U. R. S. S., 2.

## LES SOUSCRIPTIONS DU MOIS

Henri Farty (Pas-de-Calais), 10; Nicolet (Ain), 2; Machicoane (Seine), 5; Leroy (Seine), 20; Marzet (Seine), 16; Garsot (Seine), 19; Barrué (Landes), 4; Lebeau (Seine), 4. — Total : 80.

SOUSCRIPTION POUR LA COMPAGNE  
de Marcel Vullens

Yvonne Tissier, 10; Eugène Delagarde, 2; Reynaud, 2; Pontonnier, 5; H. Bon, 5; B. M., 5; Breyné, 5; Coutres, 5; Jantzen, 2; Ducret, 10. — Total : 51. — Listes précédentes : 1.115. — Total : 1.166.

# A travers les Livres

Les « *Cahiers de la Femme* ». (Editions Radot) :

*La maternité consciente*, par Manuel DEVALDÈS. —  
*Le duel des sexes*, par Jean PAIN.

Les divers problèmes qui forment la question féminine sont d'actualité, non pas superficiellement comme le scandale des titres hongrois ou les programmes électoraux, mais de cette actualité profonde qui secoue l'ordre social sur ses bases, qui oblige les diverses classes de la société à élaborer des solutions conformes à leurs intérêts respectifs, qui offre aux penseurs, aux écrivains un sujet sans cesse renouvelé d'étude et d'analyse. alors que dans la masse, au milieu de soucis, d'épreuves, de souffrances s'élaborent les formes sociales libératrices du lendemain.

L'ouvrage de Manuel Devaldès « *La maternité consciente* », s'attaque à la question la plus aiguë du féminisme, celle de l'enfantement non imposé à la femme, mais voulu par elle, réglé par la science et par une morale saine et rationnelle.

C'est le problème qui, sur un plan un peu différent, fait aussi l'objet du roman de Victor Margueritte « *Ton corps est à toi* », roman plein d'intérêt en dépit de quelques pages qu'on aimerait mieux n'y pas trouver.

Mais, tandis que Victor Margueritte s'en tient à la cause même de la femme et réclame énergiquement pour elle, parce qu'elle a un droit absolu au respect de sa personnalité humaine, un traitement autre que celui de simple animal reproducteur, Manuel Devaldès, lui, étend son étude à la race dont il veut corriger la dégénérescence par l'intervention de la science.

La science et la morale doivent établir les règles qui permettront d'éliminer progressivement toutes les tares qui font de certaines vies, des existences chétives vouées à la misère physiologique et mentale en tant qu'individus, et à la misère matérielle dans le cadre de la société.

Ayons une morale pour « de bonnes naissances », tout le corps social en aura le bénéfice. Et Manuel Devaldès retrace, d'après les observations répétées et concordantes des hommes de science, les résultats effroyables de l'hérédité morbide que déterminent les grands fléaux sociaux : alcoolisme, syphilis, tuberculose, cancer, scrofule; misères individuelles et charge sociale — cette dernière jamais évaluée à son véritable poids — tel est le bilan monstrueux des naissances tarées.

Le milieu social défectueux est avec l'hérédité morbide un facteur de dégénérescence. Les miséreux, sous-alimentés, sont de tristes reproducteurs. Leurs rejetons forment une véritable « race de pauvres » faible, inférieure, née de l'égoïsme social des classes possédantes et aussi de l'égoïsme masculin dans la classe exploitée.

Contre tous les obscurantismes, dogmes religieux, préjugés de classe ou de sexe, Manuel Devaldès esquisse les grandes lignes d'une morale sexuelle, hautement humaine, susceptible d'apporter à tous les enfants les nobles et enviables privilèges d'une naissance pure de toute tare.

Les conclusions de l'auteur sont toutes au profit de l'émancipation de la femme car il ne saurait y avoir de relèvement du niveau moral sexuel sans maternité consciente, sans maternité consentie. Il faut « que naisse en chaque être humain de l'un et de l'autre sexe le sens de la responsabilité parentale et en chaque homme le respect de l'individualité féminine. »

Ainsi, soit que l'on s'attache à la seule libération de la femme, soit qu'il s'agisse de l'avenir de la race, l'idée d'une morale sexuelle dégagée des brutalités ancestrales fait son chemin. Elle suscite les colères des tenants du

passé : l'affaire Henriette Alquier en est une preuve toute récente, mais en dépit des résistances, elle s'imposera chaque jour davantage et un ouvrage comme celui de Manuel Devaldès, clair, objectif, sérieusement pensé et écrit, contribuera fortement à son expansion.

\*\*

Autre ouvrage sur la question féminine : *Le duel des sexes*, de M. Jean Pain.

L'auteur recherche la cause de l'infériorité des femmes. Il examine les diverses solutions apportées au problème et en discute la valeur. Mais l'espèce de réfutation par l'absurde qu'il donne de la thèse de Karl Marx laisse subsister celle-ci en son entier.

Bien que le style souvent abstrait du livre fatigue un peu le lecteur, celui-ci trouve dans l'ouvrage de M. Jean Pain les preuves d'une étude consciencieuse de la question féminine, nombre d'aperçus intéressants et l'expression d'une sympathie sincère pour le féminisme.

Ceci n'est pas tellement répandu que les femmes soucieuses de la libération de leur sexe ne sachent gré à M. Jean Pain de son travail.

Marthe BIGOT.

\*\*

PANAÏT ISTRATI : *Mikail*. (Rieder, Editeur).

Le roman de l'amitié dans Braila, qu'en dire? C'est toujours de l'Istrati avec son allégresse, sa passion, sa fraternité diffuse, sa bonne volonté émouvante, son goût de vie humaine. De l'Istrati qui continue et sait changer. — B. G.

\*\*

GEORGES DUHAMEL : *Le Voyage de Moscou*. (Ed. du Mercure de France).

Retour de Russie, Georges Duhamel conte son voyage en homme pour qui les visages et les sourires ont plus de sens que les statistiques. Et bien que cela ne soit pas pour nous déplaire, exprimons le souhait que vienne le jour où l'artiste ne dédaignera plus le visage des nombres, tandis que le technicien déchiffre la valeur sociale des sourires...

Venant après les « béraudades » le livre de l'honnête Duhamel aura un certain retentissement parmi les intellectuels... et les petits-bourgeois. Un tel témoignage était nécessaire pour qu'une masse de naïfs sache bien que la Révolution est autre chose qu'une entreprise de démolition aux mains d'une bande de brigands hallucinés.

Mais pour nous qui le savons depuis plus d'un lustre, que les notes de Duhamel?

Essentiellement, la certitude de la désillusion pressentie... L'équipe stalinienne a les sympathies de Duhamel — et si ce sont là les sympathies d'un probe artiste et d'un cœur fraternel, ce ne sont point celles d'un révolutionnaire. Et il peut écrire (p. 56) :

« Je suis même persuadé que si l'Etat russe entend garder en main, non sans raison, certains grands organismes..., il fera des concessions de plus en plus nombreuses à la propriété privée. Je me garderai bien, le voyant s'assagir, de crier à la faillite du régime. L'expérience heureusement, prévaut sur la doctrine... »

Et Duhamel peut avec tranquillité annoncer le reflux de la bourgeoisie : « A Moscou comme ailleurs, le vêtement de cérémonie reviendra. J'ai vu, pendant mon séjour, un smoking, un seul. On en verra vingt, l'an prochain. » (p. 128).

Et il peut l'annoncer, parce qu'il voit se bâtir la prospérité d'une classe nouvelle : « Le commerce est libre, maintenant, et cette liberté paraît sans limites. Tout le monde trafique, petitement, et la monnaie roule, cette bonne monnaie d'argent véritable... » (p. 156).

Tandis que le commerçant fleurit, le paysan se dirige vers la tirelire ainsi que le lui conseillent les tableaux muraux, et Duhamel de sourire : « Je ne suis pas... un adversaire de la Révolution russe... et je suis content de constater, en contemplant ces placards, qu'elle sait abjurer ses erreurs. On a raison d'enseigner aux paysans l'économie, qui contient en soi le germe du capitalisme... »

Enfin Duhamel, visite l'opposition et il écrit d'un Pétrovitch : « Il appartient à cette phalange montagnarde qui n'admet pas les transactions ou les « défaillances » du gouvernement actuel. Tel est le sort des révolutions : à peine ont-elles triomphé, elles voient grandir dans leur sein les germes de la révolution future. Ainsi la vie se garde sans cesse contre le vieillissement et l'immobilité. »

Nos amis comprendront sans peine que les compliments de Duhamel nous fassent, par un côté, regretter les injures de Béraud... et que nous prenne la nostalgie de l'homme au couteau entre les dents.

Qu'on n'objecte point pour se rassurer à bon marché « qu'il y a quelque chose de changé en Russie ».

L'étranger visitant la France en 1799, n'en constatait-il pas qu'il y avait quelque chose, beaucoup de choses de changées et pourtant le Directoire finissant ne préparait-il pas le triomphe du Consul-Empereur — du Consul-Empereur qui, jusqu'en 1806, laissa subsister comme une consolation aux derniers Jacobins et comme un défi à l'Europe, les mots « République Française » sur les pièces de monnaies où se détachait, sur l'autre face, le propre masque de César. — B. GLAUFFRET.



ROGER PICARD : *Les Assurances sociales*. (Commentaire de la loi du 5 avril 1928). (Librairie des Juris-Classeurs).

Cet ouvrage est un commentaire explicatif de la loi créant les Assurances sociales en France. Les 74 articles de cette loi y sont suivis d'explications en général claires, qui doivent permettre de saisir la portée de telle ou telle disposition d'apparence insignifiante, et, en un mot, de *s'y retrouver*. Mais les commentaires sont parfois tendancieux : selon M. Picard « il n'apparaît pas que la cotisation de 5 % du salaire demandée à l'ouvrier puisse grever lourdement son budget. » Seuls, les gens « pourvus » peuvent penser cela. Cinq cents francs par an pour 10.000 francs de salaires, c'est énorme, Monsieur Picard, pour un salarié, marié et père de deux enfants!

Certaines « erreurs » de la loi sont mises en lumière, notamment le paragraphe 2 de l'article 6 qui prescrit pour les assurés hospitalisés de ne pas dépasser les limites de l'Assistance médicale gratuite; cela a été obtenu par un sénateur du Nord, M. Dron, et aboutit à placer les assurés hospitalisés sous le régime des indigents. M. Picard souligne par ailleurs le danger d'avoir donné pouvoir à l'Etat d'augmenter de 1 % les cotisations ouvrière et patronale « en cas d'insuffisance des caisses. »

Le livre de M. Picard pourrait rendre service à nos militants syndicaux, mais il est plein de « coquilles »; certains paragraphes (page 116 par exemple) en sont incompréhensibles. Défaut bien regrettable pour un ouvrage auquel il faudra se reporter souvent pour une réponse précise. — M. CH.



*Revue Internationale des Institutions économiques et sociales* (1925 n° 4, et 1926 n° 1 et 2).

Il existe à Rome un Institut international d'agriculture qui est le premier centre d'information agricole du

monde (l'on sait qu'à Moscou l'Internationale paysanne s'efforce d'assumer un rôle analogue). Cet Institut publie tous les trimestres la revue que nous signalons et dont il existe une édition française (Giard, éditeur, 25 fr. par an).

J'ai pu lire trois vieux numéros contenant des articles intéressants sur la situation agricole dans le monde, sur les problèmes divers qu'il est remarquable de voir à l'ordre du jour presque partout, tant il est vrai que la vie agricole moderne, qui atteignait jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle des niveaux si différents dans chaque pays, tend aujourd'hui à une certaine uniformité vers laquelle la vie industrielle a déjà fait un plus grand nombre de pas.

C'est ainsi que la coopération progresse un peu partout, même dans l'île de Ceylan et dans l'Afrique Australe, qu'il s'agisse des artichauts de la Catalogne, des fromages de Hollande et d'Autriche ou du vin d'Italie. Tout au plus ne se développe-t-elle pas encore dans des pays arriérés comme le Mexique et le Paraguay, où ce qui presse le plus c'est de donner de la terre aux paysans pauvres pour qu'ils se tiennent tranquilles et que la population agricole, entravée par la possession féodale du sol, parvienne à nourrir les habitants.

Du reste, des pays plus avancés cherchent de leur côté à renforcer cette petite propriété quand elle y existe déjà. Il est assez curieux de voir l'Angleterre s'engager dans cette voie, maintenant qu'il y est reconnu que l'aristocratie terrienne n'y est plus disposée aujourd'hui à lancer ses capitaux dans l'exploitation du sol, c'est-à-dire se supprime comme classe distincte. La crainte de voir l'Angleterre manquer par trop de vivres, par exemple s'il survenait une guerre, inspire aux partis une politique agraire assez décidée. Comme il existe encore en Grande-Bretagne de grands espaces improductifs, les divers gouvernements se sont mis à en procurer par lots aux petits paysans, que ces terrains appartiennent à la Couronne, à l'Eglise ou qu'il faille les acheter aux grands propriétaires.

Les Etats ne peuvent donc plus rester passifs en matière agraire, sauf quand ils bénéficient comme l'Etat français d'une situation paysanne relativement peu aiguë. Mais des pays aussi divers que le Danemark et le Chili favorisent la constitution de la petite propriété comme l'ont fait depuis la guerre les Etats de l'Europe centrale et orientale. L'Italie fasciste a inauguré une politique retentissante, dont on ne peut mesurer encore les résultats futurs et qui a pris le nom de « bataille du blé », pour augmenter la production du grain et éviter les importations. Le Japon a créé tout un réseau d'associations agricoles d'initiative gouvernementale et dont les journaliers sans terre sont exclus pour tenir en mains les paysans et développer la production. Enfin, les pays neufs comme le Canada et certains coins des Etats-Unis voient se poser le problème de la colonisation agricole sur des terres encore vierges et se fonder des entreprises de plus grande envergure que celles de nos vieux pays.

L'Institut bourgeois de Rome, bien qu'il donne à ses travaux un certain air objectif, n'accorde pas beaucoup d'intérêt à la condition du prolétariat agricole. Du moins en dit-il assez ou en laisse-t-il assez entendre pour que nous voyions que presque partout l'on cherche à le rendre socialement inoffensif, sous prétexte de faire son bonheur, en lui permettant l'accès à la petite propriété.

Là où la grande propriété outillée à la moderne n'existe pas, la petite propriété, soutenue par la coopération qui lui permet de réaliser à la longue quelques progrès, encadrée par la bourgeoisie terrienne qui prend la tête des organisations agricoles et liée à l'Etat et à la finance par le Crédit agricole et les caisses de prêts : tel paraît être l'idéal actuel des gouvernements et du capitalisme.

— A. RICHARD.

# Notes Economiques

## EXPROPRIATION

On n'attend pas de nous que nous pleurions sur l'expropriation des rentiers, que la « stabilisation légale » du franc vient de consacrer. Le capitalisme français ne pouvait financer la guerre qu'en prenant l'argent où il est, car, quoi qu'en pense Renaudel, on ne saurait le prendre où il n'est pas. La guerre et les réparations de la guerre ne se font pas avec des mots, ni même avec du papier, mais avec des richesses réelles, des richesses matérielles, fer, ciment, pain, pinard... Or, en régime capitaliste, ces richesses n'appartiennent pas à la collectivité, mais à des individus; l'Etat, chargé d'assurer les frais de la guerre et des réparations, est donc obligé de les prendre aux individus qui les détiennent, aux capitalistes.

Pour cela deux solutions s'offrent, car il y a deux catégories de capitalistes.

La première solution, c'est de les prendre à ceux qui possèdent les moyens de production, industriels et autres, c'est-à-dire ceux qui font produire le prolétaire. Leur prendre les richesses qu'ils possèdent, c'est-à-dire les moyens de production. Mais exproprier les capitalistes de leurs moyens de production, c'est les exproprier de ce grâce à quoi ils peuvent exploiter le prolétaire, c'est donc tuer la poule aux œufs d'or. Aussi, alors que, au moins dans ses moments de plus grande hardiesse, le socialisme est tout naturellement porté à préconiser cette première solution, sous la forme de ce qu'il appelle l'impôt sur le capital, — non moins naturellement, c'est de cette solution que la bourgeoisie ne veut à aucun prix. En l'adoptant, la bourgeoisie aurait tari ses bénéfices à leur source même; la bourgeoisie n'eût pas seulement été privée de ses richesses passées, du fruit de son exploitation passée du prolétaire, mais encore de sa richesse à venir, de celle que l'exploitation du prolétaire lui procure encore chaque jour, tant que dure le capitalisme.

Restait la seconde solution.

Il existe une autre catégorie de capitalistes, ceux qui possèdent ce qu'on nomme la richesse acquise. Sur une partie de ce que leur possession des moyens de production permet aux capitalistes industriels de prélever sur le travail du prolétaire, les riches, les anciens riches, ont acquis des droits. Ils les ont acquis en prêtant une partie des richesses que leur exploitation directe du prolétaire leur a autrefois fournies. Ceux-là ne s'occupent plus de faire suer directement la plus-value au prolétaire, comme les capitalistes industriels, mais ils ont acquis le droit de se faire reverser une part de la plus-value que ceux-ci réalisent. En les expropriant de ce droit, en se procurant ainsi la part des richesses produites par le prolétaire qui autrement leur reviendrait, on se procure de quoi boucher le trou de la guerre et de l'après-guerre. C'est bien une expropriation, mais c'est une expropriation qui ne s'attaque qu'au passé, c'est une expropriation qui laisse intacts entre les mains du capitalisme les moyens matériels de production, donc le moyen de continuer l'exploitation du prolétaire. En conséquence, c'est ce second mode d'exploitation que, unanimement, la bourgeoisie capitaliste a adopté. Au moyen de la dépréciation de la monnaie, de la dépréciation de ce « fétiche » sous lequel il faut toujours rechercher le phénomène concret si l'on veut comprendre quelque chose au capitalisme, partout en Europe, ailleurs que dans les pays neutres, celui qui a des droits sur la plus-value que l'industriel extrait du travail du prolétaire, a été dans une mesure plus

ou moins grande, exproprié, aussi bien en Angleterre, où l'expropriation n'a été que momentanée et peu importante, que dans les pays de l'Europe centrale où elle a été presque totale et définitive. La « stabilisation » que vient d'effectuer le Parlement français signifie qu'en France le taux de cette expropriation est désormais fixe et que cette expropriation est définitive; le taux d'expropriation auquel, depuis la guerre, était soumis le rentier français était jusqu'à présent variable, déterminé par le taux variable des changes et des indices des prix; désormais il est fixe, le rentier ne conserve plus d'une façon définitive que le cinquième de ses droits d'avant-guerre.

Ainsi donc, le système bourgeois, fondé prétendument sur le respect absolu de la propriété individuelle, sur le respect scrupuleux des droits de chacun dans le partage des produits de l'exploitation du prolétaire, n'arrive pas à observer son statut. Non content de s'être fondé par l'expropriation (accumulation primitive), le capitalisme n'arrive à se maintenir que par l'expropriation. Ainsi il est démontré à nouveau, par un exemple éclatant, et c'est le meilleur enseignement qu'on puisse tirer de la « stabilisation », qu'en expropriant la bourgeoisie le prolétariat ne fera que réaliser l'« expropriation des expropriateurs ».

## LES YEUX PLUS GRANDS QUE VENTRE : NOBILE ET VOLPI

Volpi, ministre des Finances de Mussolini, vient de démissionner. C'est certainement la conséquence de la grave crise économique dont l'Italie n'arrive pas à se sortir.

Quelques chiffres, vieux déjà malheureusement de plusieurs mois, montreront l'intensité de la crise.

Le nombre (officiel) des chômeurs était, au 30 avril dernier, de 356.795; à titre de comparaison, rappelés qu'en France, où cependant la population industrielle est beaucoup plus considérable qu'en Italie, le chiffre (officiel) des chômeurs n'a atteint que 80.000, au moment de la crise de 1927. D'autre part, en mai dernier, la valeur des exportations n'a guère dépassé la moitié de celle des importations: 1 milliard 109 millions de livres à l'exportation contre 1 milliard 971 millions de livres à l'importation. Quant au nombre mensuel des faillites qui était en moyenne de 474 en 1923 et qui atteignait 653 en 1926, il dépasse 1.000 ces derniers mois.

La lamentable situation dans laquelle se débat l'Italie depuis à peu près qu'elle existe, et l'aggravation actuelle de cette situation sont dus à la même cause première, cause sur laquelle nous avons déjà insisté à plusieurs reprises: l'Italie est suffisamment dotée pour avoir la tentation de devenir un grand pays industriel, elle ne l'est pas assez pour l'être. Elle a la Méditerranée, elle a des chutes d'eau, mais elle n'a pas l'essentiel: elle n'a ni charbon, ni fer. Il en résulte une disproportion considérable entre ses aspirations et ses réalisations. Cette disproportion fait que la bourgeoisie italienne est la plus grotesque de toutes les bourgeoisies. Elle rêve de Napoléon et elle aboutit à Mussolini! Elle veut conquérir le pôle, et elle y envoie un Nobile! Tout pareillement, pour éclipser la France, il lui faut à toutes forces que la lire vaille plus que le franc; pour cela la lire est stabilisée à plus que le quart de sa valeur d'avant-guerre, tandis que le franc ne l'est qu'au cinquième; mais sous la charge qu'impose au débile capitalisme industriel italien une fixation de ses charges à un niveau aussi haut, la production italienne agonise.

La démission de Volpi signifie sans doute que dans un temps plus ou moins long on administrera un remède, sous la forme d'une baisse de la lire « stabilisée ».

R. LOUZON.

# FAITS & DOCUMENTS

## Les Faits de la quinzaine

MARDI 26. — *Angleterre.* — Le Conseil général des Trade Unions adopte le rapport sur la création d'un conseil industriel national groupant employeurs et employés.

*Autriche.* — Bela Kun est condamné à trois mois de cachot.

MERCREDI 27. — Ouverture du Congrès de la Fédération Postale unitaire, à Paris.

— Congrès de la Fédération des Travailleurs du sous-sol à Clermont-Ferrand. Débat important sur l'extension des pouvoirs des délégués mineurs.

*Etats-Unis.* — Le militant ouvrier Murphy est assassiné à coups de mitrailleuse à Chicago.

*Pologne.* — Pilsudski quitte la Présidence du Conseil.

JEUDI 28. — Les cheminots confédérés tiennent plus de 599 réunions sur la question des salaires.

*Russie.* — Zinoviev et Kamenev sont réadmis dans le Parti communiste russe.

*Japon.* — Vote de la peine de mort contre les révolutionnaires.

VENDREDI 29. — Après vingt-quatre heures de grève, les dockers de Rouen sont lockoutés.

*Grèce.* — Venizelos renverse le ministère.

SAMEDI 30. — Catastrophe minière à la Roche-la-Molière. Quarante-huit mineurs tués par asphyxie.

— Congrès unitaire des Etablissements de l'Etat à Paris.

DIMANCHE 1<sup>er</sup>. — *Grèce.* — La C. G. T. décrète la grève générale.

*Mexique.* — Le général Obregon est élu président de la République.

LUNDI 2. — *Autriche.* — Ouverture à Vienne du Congrès international de l'alimentation.

*Angleterre.* — Conférence impériale travailliste à Londres.

*Chine.* — Feng Yu Siang attaque les troupes du Chanai.

MARDI 3. — Discussion à la Chambre du projet Loucheur sur les loyers.

MERCREDI 4. — Le projet Loucheur est adopté.

— Congrès des cheminots unitaires à Paris.

*Maroc.* — Ouverture de la 5<sup>e</sup> Conférence Nord-Africaine à Rabat.

*Grèce.* — Venizelos constitue le ministère.

*Angleterre.* — La grève du textile est terminée.

VENDREDI 6. — *U. R. S. S.* — Fin du procès du Donetz. Onze condamnations à mort.

SAMEDI 7. — Congrès des ouvriers du textile de la région du Nord à Tourcoing.

DIMANCHE 8. — Conseil fédéral S. F. I. O. de la Seine à Boulogne.

LUNDI 9. — *Allemagne.* — Ouverture du Congrès de la Fédération des mineurs allemands à Cassel.

*Grèce.* — Dissolution du Parlement grec.

MARDI 10. — *Belgique.* — Fin de la grève des dockers d'Anvers.

*U. R. S. S.* — Une bombe est jetée dans les bureaux de la Guépéou à Moscou.

Le manifeste  
Cook-Maxton

Depuis l'effacement du parti libéral, les chefs du Labour Party, dominés par le désir de revenir au pouvoir, ne songent plus qu'à donner des gages à la bourgeoisie. Leur programme s'éloigne de plus en plus du socialisme. Cette poussée à droite ne va pas sans provoquer des résistances qu'on trouve exprimées dans l'appel que Cook, secrétaire de la Fédération des mineurs, et Maxton, président de l'Independent Labour Party, viennent de lancer.

### AUX OUVRIERS DE GRANDE-BRETAGNE

Depuis quelque temps un certain nombre d'entre nous sont sérieusement alarmés en considérant la voie dans laquelle le mouvement ouvrier britannique se trouve engagé.

Nous pensons que les principes sur lesquels ce mouvement repose sont les suivants :

1° Guerre incessante contre la misère et contre la servitude de la classe ouvrière;

2° Que c'est seulement par leurs propres moyens que les ouvriers obtiendront le produit intégral de leur travail.

Ces principes fondamentaux fournissent l'inspiration et l'organisation sur lesquelles le parti fut bâti. C'étaient les principes de Keir Hardie et des autres pionniers qui firent le parti.

Mais en ces temps derniers il y a eu une grosse rupture avec les principes et la politique qui animaient les fondateurs. On nous demande maintenant de penser que le parti n'est plus un parti de la classe ouvrière mais un parti représentant toutes les sections de la communauté. En tant que socialistes nous sentons qu'il nous est impossible de représenter le point de vue du capitalisme. Le socialisme et le capitalisme ne peuvent rien avoir en commun.

En conséquence de cette nouvelle conception : que le socialisme et le capitalisme doivent masquer leur antagonisme, une grande partie de l'énergie qui devrait se manifester dans la lutte contre le capitalisme est maintenant consacrée à écraser quiconque ose demeurer fidèle à l'idéal du mouvement. Nous sommes convaincus que ce changement radical est de nature à détruire l'esprit combattif du parti et nous nous sommes résolus à le dénoncer ouvertement. Nous ne pouvons plus rester silencieux en voyant trente années de travail acharné anéanties par la conclusion d'une paix avec le capitalisme et de compromis avec la philosophie politique de nos adversaires capitalistes. Nous nous proposons d'entreprendre une série de conférences et de meetings dans les différentes régions du pays. A ces réunions, les ouvriers du rang auront l'occasion de dire s'ils acceptent la nouvelle orientation ou au contraire s'ils entendent rester fidèles à l'esprit et à l'idéal qui animèrent les pionniers.

La situation n'a pas changé. La richesse et le luxe s'étalent toujours en face des ouvriers atteints par la misère, qui les produisent. Nous vous demandons de vous joindre à nous dans la lutte contre le système qui rend un tel état de chose possible.

Fraternellement à vous.

A. J. COOK.  
JAMES MAXTON.

\*\*

Souvenirs d'enquête dans le Donetz ● Le camarade Lesoit a fait dans *Le Communiste* du 8 juillet, l'organe de l'opposition belge, le récit suivant d'une enquête du C. I. P. des mineurs dans le Donetz, en décembre 1926, enquête à laquelle il participa :

En décembre 1926, après une réunion du C. I. P. des mineurs, une délégation composée d'Allemands, de Tchéco-Slovaques, de Français, d'Anglais et de Belges (Blavier-Maeschalk-Scheepman et Lesoil) visite les fosses du Donetz, de Gorfolka et de Tcherkinofka. On ne peut, dans le cadre de cet article, donner les détails de cette visite.

Celle-ci devait nous permettre de nous rendre compte, par nous-mêmes, de la vie des mineurs russes et de contrôler, auprès des ouvriers, l'exactitude du rapport sur la situation des mineurs qui nous était remis à Moscou.

Nous nous efforçons de faire ce travail consciencieusement; parlant suffisamment le russe, je sers d'interprète pour la délégation belge et française. Nous questionnons les ouvriers et chercheurs de toutes catégories sur les lieux mêmes du travail.

Nos investigations dans tous les domaines sont faites avec un tel soin, que le président du conseil d'usine de Gorlofka, en nous reconduisant à Tcherkinofka, dit au secrétaire du conseil d'usine : « Voici une délégation du C. I. P., ils viennent nous faire visite; l'Anglais est amateur de souvenirs; les Allemands, il leur faut surtout des statistiques; les Belges et les Français, ils veulent tout voir par eux-mêmes; ils questionnent les ouvriers et ne croient rien de ce que nous leur disons sans en avoir vérifié l'exactitude ». C'était vrai. Après avoir visité dans ces puits et avoir pénétré dans tous les domaines de la vie ouvrière, et fait part de nos remarques aux camarades du Conseil d'usine, la délégation française et belge est d'avis qu'il faut faire un rapport au C. I. P.

Pour les amateurs de souvenirs et de statistiques, tout allait bien; pourquoi faire un rapport? Rien de contraire à signaler.

Les Belges et les Français n'étaient pas de cet avis, nous voulions signaler aux organes responsables les manquements que nous avons constatés. Nous avons fait le rapport que les Anglais, les Allemands, les Tchéco-Slovaques refusèrent de signer.

Dans ce rapport, en signalant *en tout premier lieu* les réalisations importantes déjà effectuées nous disions qu'il était *inadmissible* que les syndicats tolèrent, non seulement le sabotage de la journée de 6 heures pour les ouvriers du fond, effectués par certains ouvriers abatteurs, chercheurs et autres, surtout qu'il ne s'agissait pas de cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles pouvant justifier cela. Mais que ce sabotage se pratiquerait pour l'appât d'un gain supplémentaire, pour se faire double journée. Il y avait dans notre rapport d'autres remarques sur lesquelles il faudra revenir, mais celle-ci était la plus importante à signaler pour le moment.

Les membres du conseil d'usine, des communistes, le conducteur des travaux, candidat communiste, l'ingénieur-communiste, qui nous accompagnaient dans la visite, n'avaient pas songé (c'était impossible d'ailleurs), à nier ces faits. Ils essayaient de nous expliquer pourquoi ils étaient tolérés, mais ne parvenaient pas à nous convaincre.

Mais à Moscou, quand nous avons remis notre rapport au C. I. P., changement de ton! Au lieu de trouver des communistes contents de ce que la délégation avait fait son possible pour tout voir et tout signaler, Losovsky, secrétaire général de l'I. S. R., déclara que ce rapport était une infamie, que nous étions des menteurs, que ni les social-démocrates, ni les anarchistes, qui avaient visité ces mines avant nous, n'avaient rien écrit de semblable et d'aussi dur!

Nous avons maintenu notre rapport en garantissant l'exactitude des faits signalés et nous étions prêts à retourner dans les mêmes mines avec ceux qui nous traitaient de menteurs pour les confondre!

Rentrés du Donetz le dimanche soir, cette discussion avait lieu le lundi matin à 11 heures, et à 4 heures de l'après-midi nous étions sur le train en route pour la Belgique.

Nous n'avions même pas le temps de recopier notre rapport; on le garda en promettant de nous envoyer des copies!

Et depuis lors nous sommes sans nouvelles.

Staline écrit maintenant : les ouvriers ont toléré cela, les syndicats se sont tus, les organisations n'ont pas réagi!

Pourquoi? Parce que la bureaucratie stalinienne, étrangère de la critique, a empêché les ouvriers, les syndicats et les organisations de réagir.

Et la place de beaucoup de bureaucrates pourris et dégénérés est sur les bancs du tribunal révolutionnaire aux côtés des techniciens saboteurs, dont ils ont couvert les agissements criminels.

\*

### La Stabilisation et la classe ouvrière

Dumoulin pense que le principal mérite de la stabilisation, pour ne pas dire le seul, est d'indiquer nettement à l'ouvrier la valeur intrinsèque de son salaire. Selon lui, cette indication sera un très actif stimulant à l'action revendicatrice. Mais pour être prompt et efficace il faudrait que cette action s'appuyât sur d'autres organisations que celles que Dumoulin aide à chloroformer.

S'endormir, se couronner de lauriers parce qu'on aura stabilisé l'argent? Allons donc! Jetez donc un coup d'œil sur la Belgique où l'on a stabilisé depuis deux ans, camarades, et vous verrez que nos amis belges dénoncent leur pays comme étant celui où les ouvriers sont les plus mal payés, où il faut faire actuellement une ardente campagne pour obtenir le salaire de 50 fr. par jour pour les ouvriers qualifiés, de 45 francs pour les spécialisés et de 40 francs pour les manœuvres sans métier; où il faut défendre énergiquement le mouvement coopératif menacé par les mercantis. En Belgique on a laissé subsister les anciennes coupures monétaires sur lesquelles on a collé la nouvelle estampille du « Belga ». Par ce moyen, l'ouvrier belge sait ce qu'il reçoit en monnaie ancienne, il voit ce qu'il a en valeur or, il voit clair dans son coefficient, et il se rend parfaitement compte de la précarité de son gain et de la faiblesse de ses moyens d'existence. Cette clarté l'incite à agir et l'encourage à revendiquer.

Vous verrez, camarades, qu'il en sera de même chez nous et que, quand nous verrons clair, notre action ouvrière et socialiste se développera plus nettement. Cette clarté est peut-être le plus précieux des avantages que nous retirerons de la stabilisation.

### ERRATUM

Une ligne changée a rendu incompréhensible le dernier alinéa de l'article de Louzon intitulé : Vers l'Industrie Unique, et faisant partie de ses *notes économiques*. Voici cet alinéa rétabli :

Quelle en est la raison profonde, pourquoi est-ce la technique chimique qui est appelée à jouer ce rôle, nous essaierons un jour d'éclaircir ce point; la question en vaut la peine.



# Les Editions de la Librairie du Travail

**Victor Serge**

## LÉNINE - 1917

Une brochure de 70 pages, consacrée exclusivement au Lénine de 1917, à celui qui, parti de Zurich où il avait mené l'opposition irréductible et intransigeante à l'Impérialisme, arriva à Moscou où dominaient l'incertitude, la confusion et le chaos, pour guider son Parti à l'assaut du pouvoir.

Victor Serge aurait pu intituler son œuvre : « Lénine vivant ». Pas d'exposé doctrinal, pas de discussions théoriques, pas de savantes et lourdes compilations. La vie d'un homme prodigieux, aux heures les plus prodigieuses de l'histoire d'un Proletariat qui a accompli des miracles, — d'un homme en qui on n'a jamais pu découvrir « aucune dissociation de l'action et de la pensée ».

PRIX : 2 FRANCS

**Victor Serge**

## LES COULISSES d'une SURETÉ GÉNÉRALE

Pour la première fois dans le Monde, grâce à la Révolution Russe, des révolutionnaires ont pu mettre la main sur les documents les plus secrets, sur les papiers les plus lourds de révélations d'un gouvernement autocratique. Nous avons déjà eu le « Livre Noir », composé avec les extraits des Archives diplomatiques russes.

Nous avons maintenant les « Couloisses d'une Sûreté générale », composé avec les sales papiers de l'Okhrana russe.

La lecture d'une telle œuvre constitue l'une des plus belles leçons qu'un révolutionnaire puisse solliciter. Il est déjà des plus instructifs de connaître les procédés d'une police aussi savamment organisée que l'Okhrana. Mais il y a aussi des précisions curieuses sur la mentalité des indicateurs et des provocateurs employés. Il y a des conseils pratiques donnés à tous les révolutionnaires et inspirés par la lecture de ces documents. Il y a enfin une affirmation sérieusement établie qu'aucune répression ne peut empêcher la victoire de la Révolution.

PRIX : 4 FRANCS

**Un Souvenir par jour**

## PETIT CALENDRIER PROLÉTARIEN

Le Proletariat a son histoire, bien distincte, suffisamment lourde de lutte et d'héroïsme. Mais il ne la connaît pas. Et l'on ne s'inquiète pas d'en découvrir et d'en classer les éléments, avec une persévérance systématique.

Voilà cependant un premier essai dans ce domaine. En face de chaque date, l'auteur a noté un souvenir. Et il déclare qu'il n'a pas été commode de choisir cet anniversaire, tant notre histoire est déjà riche.

Mais les faits qu'il a notés suffisent pour fortifier nos espoirs.

PRIX : 1 FRANC

Vient de paraître :

**FERNAND LORiot**

## LES PROBLÈMES DE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

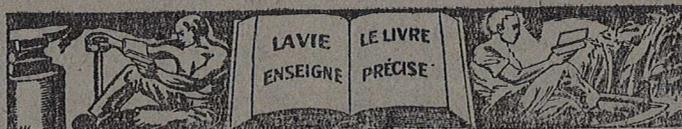
Une brochure de 72 pages, prix..... 3 fr.

**Cette étude, qui ouvre la discussion sur des questions trop longtemps laissées dans l'ombre, doit être entre les mains de tous les militants.**

**Prix spécial pour la diffusion : Dix exemplaires, franco : 20 fr.**

Tél. : Combat 08-02

R. C. 251-310



Chèque postal

N° 43-08

# Histoire et Éducation Prolétarienne

Albert THIERRY

## Réflexions sur l'Éducation

(Suivies des « Nouvelles de Vosves »)

*Préface de Marcel Martinet  
Biographie de Louis Clavel*

La classe ouvrière organisée se désintéresse trop des problèmes d'ordre moral. C'est le reproche fraternel qui se dégage des premières pages de l'œuvre de Thierry. Ce syndicaliste fervent croit en la valeur morale du syndicalisme. Mieux, c'est dans le syndicalisme qu'il cherche les fondements de son système d'éducation, de sa morale.

Il bannit tout ce qui n'est qu'artifice et verbiage. C'est par la saine activité qu'il veut développer les esprits et les cœurs. C'est à la Bourse du Travail, centre de son humanité, qu'il entraîne l'instituteur, c'est sur le refus de parvenir, la fidélité à la classe qu'il établit sa morale des travailleurs.

C'est un des premiers livres d'éducation morale que l'on doit trouver dans la bibliothèque d'un militant ouvrier.

PRIX : 15 FRANCS

C. TALES

## La Commune en 1871

*Préface de Léon Trotsky*

Cette œuvre a un double objet : d'une part, tenir lieu d'initiation à l'histoire de la Commune, en présentant les personnages, les faits, les rapports entre les faits et les doctrines, en formules claires qui précisent l'essentiel d'une période des plus riches et des plus confuses de l'histoire du prolétariat français.

D'autre part, donner au prolétariat, une vivante « leçon de choses », en mettant en relief, les faiblesses des hommes de la Commune et les insuffisances de leurs méthodes.

PRIX : 12 FRANCS

Robert LOUZON

## L'Économie Capitaliste

L'économie politique est-elle une science exclusivement réservée aux bourgeois instruits défendant leur classe? Robert Louzon ne le pense pas. Il a écrit un livre de vulgarisation dont nous ne connaissons pas l'équivalent, et son œuvre a sa place dans la collection des « Initiations ».

Ce livre a une valeur documentaire, indéniable. Des adversaires irréductibles des idées de Louzon ne pourraient le nier. Il apporte des définitions, des formules, des explications simples, sur tous les problèmes d'ordre économique.

Il a également une valeur de propagande. Il enseigne aux travailleurs le mécanisme de l'exploitation capitaliste. Il a aussi une valeur éducative.

Les militants ouvriers — fatigués du verbiage démagogique — qui le liront acquerront des qualités indispensables aux guides du prolétariat : le goût de la précision et la foi dans les sciences exactes.

PRIX : 9 FRANCS

Léon TROTSKY

## LENINE

Ce n'est pas une biographie complète. C'est moins que cela. C'est mieux, dans un autre sens.

Trotsky qui est avec Lénine, le plus grand homme de la Révolution Russe, a écrit là ce que l'on pourrait appeler ses rencontres avec Lénine. Leurs rencontres? A Londres, avant le Congrès de 1903, en Suisse, à Zimmerwald, à Moscou depuis 1917. C'est donc une œuvre qui a droit à une place très importante dans l'histoire du mouvement révolutionnaire russe et de la Révolution bolchevique.

Trotsky, ce qui ne gêne rien, est un remarquable écrivain, dont l'esprit d'observation et d'analyse, et l'éloquence de lutteur, vivifient tout ce qu'il écrit.

PRIX : 12 FRANCS

En souscription :

LISSAGARAY

## Histoire de la Commune de 1871

De toutes parts on se lamente sur la disparition de ce maître livre sur la Commune.

Épuisé depuis des années, nous avons décidé de le rééditer, afin de le mettre entre les mains des générations nouvelles qui l'ignorent et qui n'ont pas le droit de l'ignorer.

Il s'agit d'un volume de 600 pages, qui sera présenté avec le même soin que tous ceux qui ont déjà paru dans cette collection.

Il contiendra la matière de quatre volumes ordinaires à douze francs.

Nous fixons cependant son prix de souscription à DOUZE FRANCS, jusqu'au jour de la mise en vente.

SOUSCRIVEZ DE SUITE ET FAITES SOUSCRIRE AUTOUR DE VOUS.